

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 299
du 11 décembre 1989
au 12 janvier 1990

RDA
**Mobilisations
et débats**

EL SALVADOR
**L'offensive
prolongée**



HONGRIE
Le référendum

PHILIPPINES
**Les sueurs froides
d'Aquino**

INDEX 1989

20 FF - 5 FS - 100 FB

TCHECOSLOVAQUIE

**L'insoutenable légèreté de
la révolution**



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire
numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.

Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 299

Du 11 décembre 1989 au 12 janvier 1990

- 3 TCHECOSLOVAQUIE
La vie est ici !
Claude DEVILLIERS
- 5 « Ce que nous voulons »
Programme du Forum civique
DOCUMENT
- 6 Thèses de l'Alternative de gauche
DOCUMENT
- 9 Havel président ?
Interview de Vaclav Havel
- 11 « Un petit pays lointain dont
nous ne connaissons rien »
Colin MEADE
- 13 RDA
Le plan Kohl
Manuel KELLNER
- 14 Débat sur les élections
*Interview de Herbert MISSLITZ
et de Rainard WEISSHUNN*
- 15 Fondation difficile
Angela KLEIN
- 16 Une économie délabrée
Winfrid WOLF
- 18 HONGRIE
A l'aube du parlementarisme
Imre UTAZO
- 19 « La dernière chance de l'alternative
de gauche »
Interview de Tamas KRAUZ
- 21 LA GLASNOST ET SES LIMITES
- 22 EN BREF :
ETAT ESPAGNOL : Assassinat d'un député
basque ; FRANCE : Les voiles du racisme ;
PORTUGAL : Vive la vie ! ; HONG-KONG :
Répression contre les militants pour la dé-
mocratie.
- 24 EL SALVADOR
Il faut chasser Cristiani !
Alfonso MORO
- 26 GRANDE-BRETAGNE
Gauche syndicale contre nouveau réalisme
Alan THORNETT
- 28 PHILIPPINES
Les sueurs froides d'Aquino
Paul PETITJEAN

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.

L'intifada a deux ans !



Le 9 décembre, l'intifada, le soulèvement des Palestiniens des Territoires occupés par l'Etat d'Israël est entré dans sa troisième année. Dans son prochain numéro, *Inprecor* vous présentera un dossier sur ce deuxième anniversaire de la "révolte des pierres", avec notamment, une interview exclusive de Georges Habache, le principal dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine, l'aile gauche de l'OLP.

ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code postal

Pays

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108
Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

**Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -**

La vie est ici !

LA STRUCTURATION et l'organisation du mouvement de masse en Tchécoslovaquie a connu un net développement fin novembre. Le Forum civique (FC) a alors recensé plus de 900 comités locaux tandis que 7 200 comités de grèves d'entreprises se formaient à la base. Relativement autonome, le mouvement étudiant est également très structuré, avec une coordination élue qui représente tous les comités de grèves du pays. Par ailleurs, le mouvement s'est étendu à l'ensemble du pays, même si la liaison avec Prague semble jusqu'à présent limitée et difficile. Cela a largement été rendu possible grâce à l'activité des étudiants qui ont parcouru le pays pour expliquer leur mouvement à la population qui, jusqu'au vendredi précédant la grève générale du 27 novembre, était restée totalement désinformée.

Claude DEVILLIERS



AUJOURD'HUI, la crise à l'intérieur du Parti communiste tchécoslovaque (PCT) apparaît comme très profonde. Les débuts de regroupements et de différenciations qui s'effectuent en ce moment témoignent de la crise qui pouvait exister,

de façon latente, au sein du Parti avant les événements.

Il y a donc une montée très importante du mouvement de masse et un début d'auto-organisation, ce qui constitue des éléments indispensables pour les prémices d'une révolution.

La population prend désormais conscience qu'une chose est de changer le gouvernement, mais que c'en est une autre de débarrasser tout le système de sa structure bureaucratique. Et, dans ce domaine, le mouvement a déjà obtenu, sous la pression de la rue, le démantèlement des milices. La question qui se pose objectivement aujourd'hui est celle de l'auto-organisation généralisée et du contrôle. Un tel objectif nécessiterait la constitution des premiers éléments d'une direction d'avant-garde capable d'accompagner, d'aider et de diriger un tel processus. Le mouvement spontané n'y suffira pas. Or, pour le moment, l'apparition d'une telle direction reste hypothétique.

Les personnalités du FC ont initialement expliqué qu'elles ne voulaient pas participer au gouvernement. Cette position découlait principalement du fait que le FC est une structure créée très récemment, après la répression contre les étu-

dants, et qu'il n'y a pas d'homogénéité politique dans ses rangs. Il fonctionne comme un réseau plus ou moins centralisé, autour d'un groupe de personnalités à Prague et à Bratislava (1), mais, pour le moment, le projet organisationnel fait défaut. Il est tout à fait significatif que, jusqu'à présent, les comités locaux du FC se soient constitués de manière spontanée et n'aient pas encore donné naissance à un mouvement centralisé élitant ses dirigeants. Cependant, la peur du vide politique, en l'absence de partis et de projets stratégiques clairs, a forcé le FC à se porter lui-même candidat au pouvoir. On ne peut pas continuellement demander une meilleure composition gouvernementale et refuser d'y aller soi-même. Il y a donc, à première vue, deux FC : un Forum civique de la direction, et un autre de la base, qui n'ont entre eux que peu de liens organisationnels et qui sont assez différents sociologiquement, même si le second accepte pour le moment le premier comme sa direction naturelle.

La tactique du FC

Le programme général du FC (voir p. 5) est un programme démocratique radical. Si le FC devait aujourd'hui prendre position sur le futur économique et politique du pays, sur les grands choix stratégiques, il se diviserait certainement et assez rapidement. A Brno, en Moravie, ce mouvement revendiquait, au départ, la participation à toutes les institutions de la république tchèque, un peu comme une structure de vigilance. L'objectif exprimé est donc radicalement réformateur.

Jusqu'à présent le FC a joué la carte du dialogue avec d'éventuels réforma-

teurs au sein du Parti. Ce fut d'abord la carte Adamec (l'ancien Premier ministre). Mais, le gouvernement proposé par celui-ci (qui comprenait une large majorité de membres du PC) l'amena à tirer un bilan négatif des négociations, et le força à accentuer sa pression, notamment par la menace d'une nouvelle grève générale. Continuant à négocier avec Adamec, bien que celui-ci était à ses yeux discrédité, puis avec Marian Calfa, nouveau Premier ministre, il obtint la formation d'un gouvernement, avec cette fois une majorité de non membres du PC.

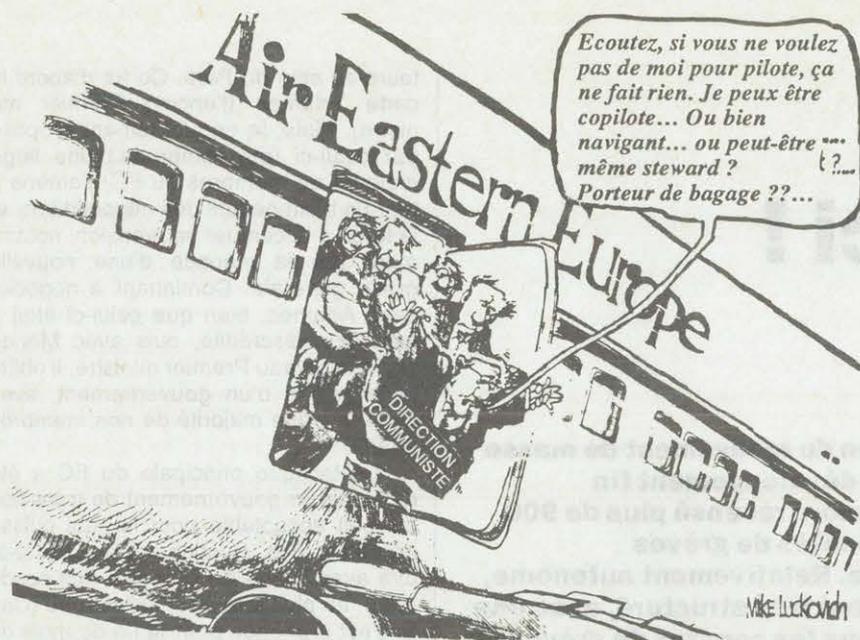
La tactique principale du FC a été d'obtenir un gouvernement de transition qui soit acceptable pour lui, qui puisse organiser des élections libres (c'est-à-dire avec liberté de proposer des candidats), au plus tard pour juillet 1990 (Calfa s'est prononcé pour la fin du mois de juin). Leur espoir, bien évidemment, est qu'alors le PC sera définitivement et démocratiquement mis en minorité. L'évolution récente montre que le FC a désormais l'ambition de se présenter à ces élections en tant que tel (2). Ce qui risque de poser un certain nombre de problèmes : comment vont s'exprimer, au sein du courant FC, des opinions qui sont assez radicalement opposées sur les grands projets de société ? Cela impliquera que, pour ne pas être soi-même mis en minorité, chaque composante devra accepter le sigle du FC. Bien entendu, tout cela demeure incertain, car plus les débats évoluent, plus le FC est lui-même sujet à de nombreuses pressions et la gestion gouvernementale va être un test majeur.

Un mouvement encore jeune

Il faut souligner que ce mouvement n'a que quelques semaines d'existence. N'importe quel courant militant aurait beaucoup de mal à se lier rapidement avec un tel mouvement massif et spontané. Mais, au delà de ce constat, la composition sociale des hautes sphères du FC limite actuellement ses capacités d'organisation. Le FC est composé d'intellectuels, d'artistes, de journalistes, d'ex-dissidents, etc., toutes choses qui ne lui permettent pas de se tourner rapidement vers des militants ouvriers dans les entreprises.

Par ailleurs, le FC n'a pas, à l'heure actuelle, la structure d'une organisation, d'un parti et, par conséquent, ne peut être organisé de manière démocratique. Ce sont les figures clés du FC qui jouent le rôle central, et le contrôle de la base est très faible. L'entrée au gouvernement est caractéristique de ces choix pris d'"en haut". Mais il serait erroné de penser que ces personnes ne reflètent pas, plus ou moins, le sentiment général. Ils demeurent la direction incontestée du

1) A Bratislava, en Slovaquie, l'équivalent du Forum civique s'appelle "le Public contre la violence".



mouvement de masse, même si une remise en cause de ses négociations secrètes avec le gouvernement risque maintenant d'apparaître.

L'ouverture dans les médias est encore partielle. L'essentiel de la presse du Parti reste entièrement contrôlé par les conservateurs (voir l'interview de Vaclav Havel p. 8). Le mouvement démocratique n'a pas encore pu construire sa propre presse à une échelle de masse. Certes, on peut penser que le mouvement est irréversible et que les conservateurs jouent leurs dernières cartes. Les gens sont en général peu informés sur ce qui se passe à l'étranger, y compris dans les autres Pays de l'Est. Mais, on peut évoquer incontestablement la recherche d'une voie originale, d'une "voie tchécoslovaque". Comme en RDA, les gens de la rue sont relativement favorables à Gorbatchev. A Prague, on dit, en ne plaisantant qu'à moitié, que si le PC envoie ses chars contre les manifestants, les chars soviétiques prendraient la défense du peuple !

Débat économique

Pour le moment, les discussions sur les options économiques sont restreintes à quelques cercles fermés autour du FC et ne s'étendent pas encore à l'échelle du grand public. Quand "la rue" et les usines se saisiront de ce débat, le FC sera confronté à de grandes tensions et différenciations internes. L'Institut de pronostics, dirigé par Komarec (qui vient d'être nommé Premier vice-premier ministre), est l'un des principaux protagonistes de ce débat, dont la ligne générale est clairement un retour au marché. Mais tout reste assez imprécis. Un élément va sans doute jouer un rôle important dans ces débats, à l'avenir, c'est le sentiment national, et l'axiome très répandu qu'on "ne peut pas vendre le pays à l'étranger". Malgré les méfaits de la bureaucratie, de la "mafia" comme le disent les gens, la population possède une forte conscience du "bien public" collectif et de la propriété sociale (3). Par conséquent,

les questions de privatisation, d'ouverture aux capitaux étrangers etc. pourront rapidement se heurter à une sérieuse opposition.

L'autonomie du mouvement étudiant

Bien que représentés dans le FC, les étudiants conservent une réelle autonomie, à l'instar du mouvement dans les entreprises. Notamment, malgré les mots d'ordre du FC, ils ont maintenu leur grève permanente, avec occupation des facultés, jusqu'à ce que toutes leurs revendications soient satisfaites et que soient obtenus des résultats tangibles, en particulier en ce qui concerne la commission d'enquête sur la répression du 17 novembre. Ce mouvement apparaît, lui aussi, comme un mouvement radical démocratique mais il est encore difficile de savoir si des cristallisations idéologiques se manifestent en son sein. Une partie des débats porte notamment sur la réorganisation du système d'enseignement. Un projet de création d'un syndicat étudiant, à partir des comités de grèves mis en place dans toute la Fédération, est actuellement en discussion. Les étudiants ont également critiqué l'attentisme et les manœuvres du FC par rapport au pouvoir. Mais le mouvement a été très discipliné et reconnaît le FC comme sa direction. Ce qui ne l'a pas empêché d'exiger plus d'initiatives et plus d'actions.

La question du "Printemps de Prague", de 1968 (pour les références historiques, voir p. 11) joue un rôle assez important. L'une des principales revendications du FC porte sur la publication de la liste des membres du PC qui ont soi-disant signé l'appel pour l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie. Le FC ne propose pas d'épuration générale, mais exige que les responsables de cet "appel" soient connus. En ce qui concerne les personnalités compromises dans la normalisation, le FC exige qu'elles soient destituées, mais selon les mécanismes constitutionnels. L'inva-

sion de 1968 est très présente dans la mémoire collective. Même si beaucoup de gens évoquent avec nostalgie le "Printemps de Prague", la plupart d'entre eux ne pense plus du tout que le PC, ou une aile du PC, soit capable de participer à nouveau à un tel processus.

Au sein du PC sont apparus récemment quelques courants critiques. Un petit groupe de journalistes de la rédaction d'un journal culturel du Parti (*Tvorba*) a formé un club marxiste indépendant qui cherche à rénover le marxisme en Tchécoslovaquie. Un autre courant s'est formé au sein du PC, le Forum démocratique des communistes (FDC), dont on ne sait encore que peu de choses. Le FDC prétend avoir eu plusieurs dizaines de milliers d'adhésions en une semaine. En outre, beaucoup de membres du PC sont présents dans les organismes à la base, au sein du mouvement étudiant — notamment par le biais de l'Organisation des jeunes socialistes (SSM liée au PCT) — ou dans les entreprises. Les comités de base du FC ou les comités de grèves sont confrontés à ce problème et se demandent si on doit ou non les admettre dans les structures de l'opposition. En général, ils sont admis à titre individuel, à condition de ne pas travailler comme une fraction du PC.

Le choc du 17 novembre

Une des caractéristiques du mouvement est le rejet de la violence. La répression de la manifestation du 17 novembre a causé un véritable choc au sein de la population. Le souvenir de cette journée est sans cesse alimenté dans les tracts et les manifestations, autour du monument de Venceslas où se déroule un meeting permanent. En ce qui concerne les structures d'auto-organisation dans les entreprises, il est encore trop tôt pour savoir ce qu'elles vont devenir. Or, pour le moment, il apparaît que les comités de grève ne se transformeront pas en structures d'auto-gestion, mais vont tenter, au contraire, d'investir de l'intérieur les syndicats officiels afin de les rénover. Une des revendications est que le congrès des syndicats ne se tienne pas avant que le mouvement de masse ne s'empare des syndicats, de leurs infrastructures, de leurs locaux. Certes, d'aucuns expliquent qu'en cas d'échec de cette tentative, il faudra de toute manière construire de nouveaux syndicats. Mais la première démarche est une reconquête des syndicats existants. ■

10 décembre 1989

2) Le Forum civique et "le Public contre la violence" se présenteraient aux élections comme une coalition de toutes les forces démocratiques de la société, avec une liste commune. Chaque groupe ou parti politique aurait la possibilité de participer à cette coalition.

3) La ville est couverte de milliers d'affiches, de tracts muraux, mais tout ces papiers sont délicatement collés sur les murs, le métro, les vitrines, et, régulièrement, des équipes d'étudiants organisent le ramassage de ces affiches et le nettoyage de la ville.

« Ce que nous voulons »

Programme du Forum civique

LE FORUM CIVIQUE (FC) chapeaute l'essentiel de l'opposition en Tchécoslovaquie. Nous publions ci-dessous son programme élaboré le 26 novembre dernier.

DOCUMENT



NOTRE PAYS traverse actuellement une profonde crise morale, spirituelle, écologique et politique. Cette crise témoigne de l'inefficacité de l'actuel système politique et économique. Presque tous les mécanismes nécessaires pour que la société

puisse réagir de façon adéquate aux changements intérieurs et extérieurs ont été paralysés. Pendant des dizaines d'années, un principe aussi évident que : "celui qui a le pouvoir doit en assurer la responsabilité", a été bafoué. Les trois pouvoirs fondamentaux de l'Etat — législatif, exécutif et juridique — ont été concentrés entre les mains d'un petit groupe dirigeant composé presque exclusivement de membres du Parti communiste, ce qui a détruit les fondements d'un Etat basé sur le droit.

Le monopole du Parti communiste à tous les postes importants a créé un système injuste de vassalité qui paralyse toute la société. Ainsi, les gens ont été condamnés au rôle de simples exécutants des ordres du pouvoir en place. Toute une série de droits humains fondamentaux, civiques et politiques, leur a été refusée.

Le système dirigiste de la direction centralisée de l'économie nationale a, de toute évidence, fait faillite. La perestroïka, la restructuration promise du mécanisme économique est lente, inconséquente et n'est pas accompagnée des changements politiques nécessaires.

Ces problèmes ne peuvent être résolus par une simple permutation des personnes au pouvoir ou par le départ de la scène politique de quelques politiciens.

C'est pourquoi le Forum civique propose pour son programme les buts suivants :

1) Le droit

La République tchécoslovaque doit être un Etat de droit, un Etat démocratique dans l'esprit des traditions étatiques

tchécoslovaques et dans celui des principes internationalement reconnus et exprimés avant tout dans la Déclaration universelle des Droits de l'homme et dans le Pacte international des droits civiques et politiques. C'est dans cet esprit que doit être élaborée une nouvelle Constitution qui, en premier lieu, formulera exactement les relations entre les citoyens et l'Etat. Cette Constitution ne peut cependant être adoptée que par une Assemblée législative nouvellement élue. L'exercice des droits civiques et des libertés sera assuré avec fiabilité par un système développé de garanties légales. La jurisprudence indépendante doit s'étendre au droit constitutionnel et au droit administratif. Il sera nécessaire de mettre en accord tout le système juridique avec ces principes et d'assurer qu'il engage autant les citoyens que les organes et les fonctionnaires de l'Etat.

Nous exigeons la réparation des torts causés dans le passé par les persécutions à motifs politiques.

2) Le système politique

Nous demandons des changements fondamentaux, systématiques et permanents du système politique de notre société. Nous devons renouveler, ou même fonder de nouvelles institutions et mécanismes démocratiques, qui permettront une réelle participation de tous les citoyens à la gestion des affaires publiques, tout en étant une barrière efficace aux abus du pouvoir politique et

économique. Tous les partis politiques, anciens et nouveaux, toutes les autres formations politiques et sociales doivent bénéficier de conditions égales de participation aux élections libres à tous les collèges électoraux.

Mais cela suppose que le PC renonce à son rôle dirigeant garanti par la Constitution actuelle et à son monopole sur les médias. Rien ne l'empêche de le faire dès demain.

Tout en conservant le principe fédéral, l'Etat tchécoslovaque sera une union des Tchèques et des Slovaques et de toutes les autres nationalités qui bénéficieront de droits égaux.

3) La politique étrangère

Nous voulons que notre pays retrouve la place qui lui revient en Europe et dans le monde. Nous faisons partie de l'Europe centrale et nous voulons maintenir de bonnes relations avec tous nos voisins.

Nous comptons prendre part à l'intégration européenne. C'est à l'idée de la maison européenne que nous voulons soumettre notre politique envers nos partenaires du Pacte de Varsovie et du COMECON.

Nous respectons nos engagements juridiques internationaux tout en gardant intégralement notre souveraineté nationale. Nous voulons cependant soumettre à l'examen des accords qui furent motivés par les ambitions inadéquates des dirigeants de l'Etat.

4) L'économie nationale

Nous devons renoncer aux formes économiques existantes. Elles ôtent le goût du travail et gaspillent ses résultats, saccagent l'environnement et aggravent le retard global de la Tchécoslovaquie. Nous sommes convaincus que le système économique ne peut être amélioré par des modifications partielles.



Nous voulons créer un marché développé qui ne soit pas déformé par des interventions bureaucratiques. Le succès de son fonctionnement est conditionné par la suppression du monopole actuel des grandes entreprises et par la création d'une vraie concurrence. Celle-ci ne peut naître que sur la base d'une existence parallèle et égale en droits des différents types de propriété et par l'ouverture progressive de notre économie au monde.

Bien entendu, pour un grand nombre de fonctions, l'Etat restera irremplaçable. Il garantira les mêmes conditions générales de l'économie pour tous et mettra en place une politique de régulation de la macro-économie, avec pour but de brider l'inflation, la croissance de la dette extérieure et la menace du chômage. L'Etat seul peut garantir le minimum nécessaire des services publics et sociaux et la protection de l'environnement.

5) La justice sociale

Il est décisif pour nous de créer dans la société des conditions permettant le développement et la réalisation des aptitudes de chacun. La société devrait offrir les mêmes conditions et les mêmes chances à tous.

La Tchécoslovaquie doit être un Etat socialement équitable où les gens sont aidés dans leur vieillesse, dans la maladie et dans les situations difficiles de la vie. La prémisses importante d'une telle société est une économie nationale prospère.

Les églises, les communes, les entreprises et diverses organisations bénévoles peuvent contribuer à la formation d'un dense réseau de services sociaux. Par là s'élargiront les possibilités de la mise en valeur de ce précieux sens de la solidarité humaine, de la responsabilité et de l'amour du prochain. Ces principes humanitaires sont aujourd'hui indispensables pour consolider notre société.

6) L'environnement

Nous devons tous chercher la voie de la renaissance de l'harmonie entre l'homme et son environnement. Nous allons œuvrer à la progressive réparation des dommages que nous avons causé à la nature pendant les dernières décennies. Nous tâcherons de rendre leur beauté initiale à nos sites naturels et humains, d'assurer une meilleure protection de la nature et des ressources naturelles. Nous combattrons pour que les conditions de la vie humaine s'améliorent radicalement dans les plus courts délais, pour assurer la qualité de l'eau potable, une atmosphère non polluée et des aliments sains. Nous insisterons pour obtenir une amélioration fondamentale des soins portés à l'environnement, qui ne seront pas concentrés uniquement sur l'élimination des sources actuelles de pollution, mais surtout sur la prévention de dommages futurs.

En même temps, nous serons obligés de changer la composition et l'orientation de l'économie nationale et, par là, de réduire avant tout la consommation d'énergie et des matières premières.

Nous sommes conscients des sacrifices que chacun d'entre nous devra consentir. Tout cela demande un changement de la hiérarchie des valeurs et du style de vie.

7) La culture

La culture ne peut être uniquement l'affaire des artistes, des scientifiques et des enseignants mais c'est une manière de vivre de toute la société civile. Elle doit se libérer des chaînes idéologiques et dépasser son actuelle et artificielle séparation avec la culture mondiale.

L'art et la littérature doivent être libres de toute entrave et bénéficier de larges possibilités de diffusion et de contact avec le public.

Mettons la science et le travail scientifique à la place qui leur revient dans la société. Excluons leur surestimation naïve autant que leur position humiliante

qui en fait les serviteurs du parti au pouvoir.

Que les écoles démocratiques soient organisées suivant les principes humanitaires, sans monopole de l'Etat sur l'enseignement. La société doit respecter tous les enseignants et leur ouvrir un espace pour qu'ils puissent faire valoir leur personnalité. Il faut rendre aux écoles supérieures les droits historiques qui assureraient l'indépendance et la liberté de l'expression académique tant pour les enseignants que pour les étudiants.

Nous considérons que le niveau d'instruction de la société est ce qu'elle a de plus précieux. L'éducation et l'enseignement doivent conduire à une pensée indépendante et à un comportement responsable et moral.

Voilà ce que nous voulons. Notre programme aujourd'hui est bref, mais nous travaillons à sa concrétisation. Le Forum civique est un rassemblement ouvert des citoyens. Voilà pourquoi nous appelons à rejoindre nos rangs tous ceux qui peuvent contribuer à notre travail. ■

Thèses de l'Alternative de gauche

NOUS PUBLIONS ci-dessous la plate-forme de l'Alternative de gauche - Mouvement pour un socialisme démocratique et autogestionnaire, publiée le 26 novembre dernier à Prague. Il s'agit d'un document idéologique général co-signé par un certain nombre de militants de la gauche tchécoslovaque. Parmi les signataires figure Petr Uhl, membre de la Charte 77 et du Comité des personnes injustement emprisonnées (VONS). Ce document prend position sur des questions décisives pour l'avenir du mouvement de masse, bien qu'il ait été discuté et rédigé, pour l'essentiel, avant le 17 novembre et l'explosion de la mobilisation populaire actuelle.

DOCUMENT



1) APRES la Deuxième Guerre mondiale, la transformation du système capitaliste de production, en Tchécoslovaquie, s'est faite exclusivement sous la bannière du stalinisme. Le système politique, basé sur les principes d'une démocratie parlementaire, a été aboli sans être remplacé par un nouveau mécanisme démocratique de l'organisation sociale. La bourgeoisie a été supprimée en tant que classe sans que pour autant les travailleurs soient libérés de l'exploitation ; au contraire, ils ont été finalement asservis économiquement et privés de liberté.

2) La gauche politique n'a pas été épargnée par cette évolution. La social-démocratie a été engloutie de force par le Parti communiste qui s'est bureaucratise. De parti de la classe ouvrière celui-ci s'est transformé en une structure de pouvoir administratif et dirigiste dominant la société entière. Le pouvoir a systématiquement poursuivi et liquidé toutes les activités de gauche qui échappaient à son contrôle.

3) Aujourd'hui, le Parti communiste a une double nature. L'appareil du Parti se confond avec les organes d'Etat, formant ainsi le pouvoir bureaucratique. Les membres du PC sont en même temps sa principale base sociale. L'adhésion au Parti permet d'obtenir des privilèges importants de différent ordre. Depuis longtemps, le Parti n'est plus une

force politique de gauche, mais une force conservatrice qui s'oppose à tout changement social de fond et n'accepte les réformes que par la force des choses.

4) Le système antidémocratique et anti-socialiste a ligoté et réglementé la vie politique et économique, dans tous les domaines. Il a fait la preuve de son inefficacité et de son incapacité à mener — sans parler de stimuler — un développement des forces productives et de la société dans son ensemble. Il a prouvé également qu'il était incapable de permettre un épanouissement des libertés individuelles.

Outre la stagnation économique, il a conduit à l'absence de libertés en général, notamment civique, à une aliénation profonde dans le monde du travail et à une crise morale de la société. Le système politique et économique en question — peu importe qu'on l'appelle stalinisme, néo-stalinisme ou socialisme réel — n'a pas justifié son existence et, par conséquent, il est grand temps de le dépasser. Cependant, ce système convient à la bureaucratie du Parti et de l'Etat, qui l'a modelé dès le début à son image et à la mesure de ses besoins. Il convient également aux autres groupes sociaux parasites qui se sont très bien adaptés aux dysfonctionnements du système et en tirent largement profit.



5) Nous sommes partisans de l'organisation socialiste de la société.

6) Nous pensons que le socialisme doit être basé sur un pluralisme politique conséquent — et comme tel codifié par la Constitution — c'est-à-dire basé sur l'existence de différents partis politiques (y compris non-socialistes), associations sociales, organisations et initiatives. Compte tenu aussi bien des traditions historiques que des aspirations actuelles de la société tchécoslovaque, nous estimons que la démocratie représentative doit former la base du futur système démocratique ; qu'elle doit être de type parlementaire mais, en même temps, caractérisée par l'autogestion économique.

Il faut cependant, compte tenu de ce qu'est — dans les faits — le système parlementaire, défendre la société contre la domination des partis politiques et de leurs directions. Dans un système représentatif idéal, si les députés et les représentants décident au nom des citoyens et des travailleurs, ils sont élus au cours d'élections démocratiques, contrôlés et révocables à tout moment. Il faut introduire dans ce système, progressivement mais en dose croissante, des éléments de participation directe de la population à la gestion des affaires publiques. Il est évident que cela nécessite



les libertés de parole, de rassemblement et d'association.

Dans une société moderne, la population doit avoir accès aux nouveaux moyens d'information et aux autres avancées technologiques. En supprimant la bourgeoisie et la bureaucratie en tant que groupes sociaux à caractère répressif, opprimant et manipulateur, le futur système politique pourrait, alors, évoluer du parlementarisme classique vers l'autogestion sociale.



La démocratie se doit de défendre également les droits des minorités, des groupes marginaux et des individus, et également garantir leur épanouissement. Il en découle que nous devons nous opposer énergiquement à toute manifestation d'intolérance nationale, religieuse ou autre, à tout racisme ou chauvinisme.

7) Pour nous, le socialisme ne peut être basé que sur les principes de justice et d'égalité sociales. C'est pourquoi, nous sommes opposés à un système économique dans lequel les propriétaires du capital, ou les personnes qui détiennent le droit d'en disposer, concentrent dans leur mains le pouvoir économique, excluant ainsi les travailleurs des décisions sur l'activité économique et ses résultats. Le pouvoir politique vient du pouvoir économique. Le pouvoir, basé sur la propriété du capital et sur le droit d'en disposer, est d'un caractère fortement manipulateur, même dans les pays où existe une démocratie réelle indépendante, dans la mesure où le système politico-économique est accepté par la majorité de la population.

Même si l'hégémonie de l'argent, l'orientation unilatérale vers l'efficacité de l'individu et la privatisation de la société, ainsi que l'exploitation pourraient apparaître à certains plus attirantes que l'actuel état de choses en Tchécoslovaquie, nous les récusons comme de fausses alternatives. On pourrait ainsi augmenter le niveau de vie moyen, mais seulement au prix d'une forte différenciation sociale. Cette "nouvelle" société de consommation serait secouée de crises d'un autre type, comme celles qui

se manifestent en Occident. Au cœur de l'autogestion économique que nous proposerons comme modèle de gestion des moyennes et grandes entreprises se trouve l'élaboration démocratique du plan et la participation croissante des travailleurs individuels au processus de prise de décisions concernant leur travail, ses résultats et ses conditions. Nous considérons que le développement du marché, c'est-à-dire la réhabilitation des rapports financiers et marchands, est une nécessité économique. Mais le marché doit être contrôlé.

Les individus ou groupes puissants (par exemple les firmes étrangères ou les monopoles) ne devraient pas devenir des sujets économiques entrant en compétition sur le marché. Ce rôle devrait être joué par les entreprises actuelles qui, à leur tour, doivent être gérées de plus en plus par les travailleurs eux-mêmes. De même, les décisions économiques centrales doivent passer progressivement des mains du centre, aux sphères de l'autogestion sociale. Nous considérons qu'une autogestion économique limitée à l'entreprise serait insuffisante.

En ce qui concerne les petites entreprises — toutes, et non seulement celles qui exercent leurs activités dans les domaines des services et de l'artisanat — nous sommes favorables à leur existence mais, sous forme de coopératives. Nous considérons que les coopératives représentent une forme supérieure, plus démocratique et humaine, des rapports entre la force de travail humaine et les moyens de production. Il faut cependant qu'il s'agisse de vraies coopératives, avec une démocratie interne et une autogestion effectives et indépendantes de la bureaucratie d'Etat.



Nous sommes également favorables à la propriété individuelle des moyens de production, à condition que ces entreprises — y compris les entreprises familiales — reposent sur le travail propre des individus concernés. La coexistence de plusieurs secteurs de l'économie sera probablement une réalité inévitable pendant une certaine période. Néanmoins, en tant que socialistes, nous pensons qu'un poids trop important du secteur privé ne correspond pas aux intérêts réels de la société. C'est pourquoi nous nous opposons à l'idée d'encourager non seulement les grandes mais petites et moyennes entreprises privées. De l'autre côté, nous n'avons pas d'objection contre les petits entrepreneurs qui, de par leur travail, contribuent à satisfaire les besoins des citoyens et introduisent plus de dynamisme dans l'économie. Cela dit, la société ne doit pas tolérer

La révolution des jeunes

Le 22 novembre 1989, les comités de grève des étudiants — coordination nationale — ont envoyé leur dirigeant parler à la direction du Parti communiste : « Chers camarades, vous devez comprendre que nous allons vivre dans un monde totalement différent de celui que votre génération a connu. Vous viviez pour vos idées du XIXe siècle, nous vivrons pour la nature et pour l'humanité du XXIe siècle à venir. Vous avez vécu dans une société industrielle, nous vivrons dans la société de la technologie de l'information. Vous vous êtes battus contre la nature et entre vous, nous aurons à protéger et la nature et nous-mêmes. Vous avez vécu au temps de la lutte des classes, nous vivrons dans une société sans classes (...). »

La révolution de novembre a été faite par ceux qui posséderont le futur. Il ne faut pas oublier cela.

Paru dans *Tvorba*, hebdomadaire culturel indépendant de la gauche tchécoslovaque
Prague, 6 décembre 1989

que les rapports d'exploitation se développent.

8) Dans un premier temps, l'Etat jouera certainement un rôle essentiel dans l'implantation du système politique esquissé plus haut et dans l'introduction du nouveau système économique de rapports financiers et marchands. L'Etat doit surtout atténuer voire empêcher l'accroissement des inégalités sociales et les tensions qui en résulteront. Nous nous efforcerons de limiter au strict minimum les interventions de l'Etat dans la vie de la société. Le nombre et l'importance de ces interventions doivent diminuer au fur et à mesure que les gens — en tant que citoyens et travailleurs — vont progresser sur la voie de l'auto-organisation dans une société autogestionnaire libre et harmonieuse. Tout ce qui a été dit à propos de l'Etat vaut aussi pour le droit. La perspective de son déperissement ne devrait en aucun cas conduire à le nier ou sous-estimer d'avance. Le déperissement du droit ne doit pas être confondu avec l'arbitraire.



9) Dans l'intérêt des droits des travailleurs, l'existence de syndicats démocratiques, autogestionnaires, militants et non-bureaucratiques est primordiale et décisive, notamment à une époque de réformes économiques. Il va de soi que ces organisations syndicales ne doivent être inféodées ni à l'appareil économique ni à celui de l'Etat ni aux organes autogestionnaires. Le mouvement syndical doit retrouver sa vocation naturelle, c'est-à-dire tourner ses activités non plus vers l'appareil bureaucratique mais vers la base. Un renouveau complet du mouvement syndical est devenu aujourd'hui nécessaire. Il appartient aux travailleurs eux-mêmes, de décider d'utiliser les structures syndicales existantes pour les transformer en instrument de lutte pour la défense de leurs intérêts ou, au contraire, de créer de nouvelles organisations.

10) La crise écologique nécessite une solution immédiate. Cela passe par l'autorégulation sociale avec des "feedback" efficaces, à travers des mécanismes démocratiques, une régulation et une inspection étatique réelle, et surtout, l'accès sans aucune restriction de la population à toutes les informations disponibles.

Cette crise — affectant aussi les soins de santé qui, non seulement ne cessent de se dégrader, mais fonctionnent à plusieurs vitesses selon les castes — est à l'origine de la détérioration dangereuse de l'état de santé de la population. Une vraie solution de la crise écologique est conditionnée par le changement du système politique, par l'instauration de la démocratie.

11) Les peuples d'Europe de l'Est sont arrivés à un carrefour. L'ordre social existant s'écroule. Cette région du monde se trouve visiblement loin derrière les pays développés de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. Le danger est réel de voir les pays de l'Est glisser dans la dépendance politique et économique vis-à-vis des pays capitalistes développés ; devenir leur appendice sous-développé, leur stock de force de travail bon marché et leur fournisseur de matières premières ; se transformer en région où l'on peut exporter des technologies archaïques et écologiquement nuisibles, ainsi que les déchets dangereux.

Les dirigeants des pays est-européens, y compris ceux de la Tchécoslovaquie, nouent des contacts économiques avec l'Ouest, individuellement et sans aucune coordination, comme si un tel danger n'existait pas. Les changements révolutionnaires par lesquels les peuples de cette région se débarrassent de la domination bureaucratique doivent déboucher non seulement sur des réformes économiques qui instaurent des rapports marchands et une économie autogestionnaire, mais aussi sur une intégration économique et politique plus étroite de cette partie de l'Europe. Cette intégration volontaire doit se faire sur la base des principes démocratiques, de

l'utilité économique mutuelle et sous la forme d'une confédération. Il faut aussi étudier les expériences acquises dans le processus de l'intégration de l'Europe occidentale.

L'évolution de l'Europe et du monde entier se dirige vers une situation où les frontières entre les Etats perdront progressivement de leur importance.

12) L'inégalité du développement mondial qui se manifeste par un fossé croissant entre une minorité de l'humanité sur-développée d'une part, et le reste de la planète sous-développée d'autre part, représente pour nous le problème principal de notre monde, et ceci sous tous ses aspects : économique, politique, moral et écologique. On ne peut pas s'accommoder d'un tel état de choses. Il faut toujours voir nos problèmes nationaux dans leur contexte mondial, puisque l'humanité et ses droits sont indivisibles. Nous autres, en Tchécoslovaquie, nous devons nous efforcer de chercher les moyens d'une solidarité efficace avec les peuples du Tiers-monde, et d'encourager les changements de l'ordre économique et politique mondial.



13) L'Alternative de gauche veut contribuer à l'émergence, en Tchécoslovaquie, d'une large sphère du politique ainsi que d'une forte activité sociale par le bas à laquelle participeront non seulement des organisations formelles, des partis et des associations, mais aussi des groupes informels de citoyens et différents mouvements et initiatives. Leurs activités doivent constituer le "feedback" nécessaire et l'instrument de contrôle des centres de pouvoir et des structures sociales de direction qui continueront à exister. Elles seront ainsi la garantie contre une nouvelle bureaucratization de la vie sociale.

14) Nous nous considérons comme partie prenante de la vie politique naissante en Tchécoslovaquie. Nous sommes prêts à collaborer avec tous ceux qui travaillent réellement pour une révolution démocratique, c'est-à-dire qui luttent contre l'appareil bureaucratique de l'Etat-Parti pour reconquérir la démocratie et qui cherchent à mettre en œuvre des améliorations dans les domaines économique et politique.

Tous ceux qui sont d'accord avec les lignes générales de ce texte, qui restent d'ailleurs ouvertes à la discussion, peuvent participer aux activités de l'Alternative de gauche. Les activités dans d'autres initiatives indépendantes, mouvements sociaux ou organisations, y compris officielles, ne sont pas un obstacle à l'adhésion à l'Alternative de gauche. Notre mouvement est cependant fermé à tous ceux qui portent une responsabilité pour les répressions politiques, l'oppression sociale et la stagnation économique de notre pays. ■

Havel président ?

L'ORGANE du Parti communiste tchécoslovaque (PCT), *Rude Pravo* a publié, le 22 décembre dernier, une interview de Vaclav Havel, porte-parole du Forum civique (FC) qui s'est porté officieusement candidat à la présidence de la République. Le ton et l'agressivité du "journaliste" en disent long sur le contrôle qu'exercent encore les conservateurs sur le Parti. Nous publions de larges extraits de cette interview.

DOCUMENT



UN VÉRITABLE dialogue exige que les deux partenaires se connaissent. Dans le cas du dramaturge Vaclav Havel, l'un des représentants du Forum civique (FC), des choses ont certainement été écrites sur lui dans

Rude Pravo, mais il ne s'est jamais exprimé lui-même dans nos colonnes. Nous rectifions cette erreur avec l'interview suivante, accordée à notre journal cette semaine.

Vaclav Havel, né le 5 octobre 1936 à Prague, est diplômé de la faculté d'art dramatique et auteur de nombreuses pièces de théâtre. Il a été l'un des porte-parole de la Charte 77 et a été emprisonné plusieurs fois.

RUDE PRAVO : Quand je suis venu vous proposer cette interview, vous avez accepté ; or, je suppose que vous n'êtes pas follement enthiché du journal du Comité central du Parti communiste.

Vaclav HAVEL : *Rude Pravo* n'a jamais dit grand chose de bien sur moi. Cependant, ce n'est pas le moment de récriminer. Nous devons penser au futur. Je suis content que votre journal ait décidé de m'interviewer, car j'ai des choses à dire aux membres du PC.

■ **Pensez-vous qu'un véritable dialogue puisse s'instaurer dans ce pays entre des gens ayant des opinions politiques différentes ; entre**



vous, qui ne voulez clairement rien avoir à faire avec Marx, et moi, qui suis communiste ? Etes-vous un social-démocrate ou un anti-communiste sans idéologie politique définie ?

— Je n'adhère à aucune idéologie, doctrine ou vision du monde préfabriquée par quelqu'un d'autre. Il ne me semble pas non plus que je puisse appartenir à quelque chose de concrètement défini, à un mouvement limité idéologiquement. Je suis juste partisan de la vérité face au mensonge, du sensé face à l'absurde, de la justice face à l'injustice, et de l'ordre face au désordre.

■ **Mais, comme le dit votre programme, vous revendiquez une démocratie pluraliste et un gouvernement de coalition. Donc, vous avez une idéologie définie et des opinions politiques. Mais ce qui m'a surpris et choqué lors de vos négociations avec le Premier ministre, c'est la manière dont vous — passez-moi l'expression — vociférez pour exiger la satisfaction de vos revendications. Cela pouvait difficilement être considéré comme un dialogue entre égaux. On aurait dit que vous aviez jeté vos principes par-dessus bord.**

— Nos négociations ont eu lieu de cette façon dans l'intérêt de nos nations. Nous avons dit plusieurs fois au Premier ministre que nous avions de bonnes raisons de croire qu'à ce moment-là, nous transmettions les revendications d'une grande partie du public, ou de la majorité du public. Nous avons également répété que, dans l'intérêt de tous, il serait bon que les problèmes de notre pays n'en ar-

rivent pas à des grèves non contrôlées, à un bain de sang, à la confusion et à l'affrontement.

Si nous voulons organiser notre société de façon démocratique, pacifique, décente et fraternelle, et éviter les conflits, alors le gouvernement ne doit pas seulement annoncer des choses : il doit les faire. Tout attermoiement ne sera pas seulement préjudiciable pour nous, Forum civique, mais aussi pour le gouvernement et pour la société dans son ensemble. Cela signifierait que nous aurions tous perdu le contrôle de la situation.

■ **Il ne me semble pas que vous avez décidé d'utiliser la voie fraternelle. Mais, au juste, qu'est-ce que le Forum civique ? Vous avez dit quelque chose là-dessus lors de l'émission de télévision de dimanche mais, personnellement, cela m'a embarrassé. N'êtes-vous pas en train de vous mettre en avant dans quelque chose ne correspondant pas à vos vraies couleurs ? Etes-vous réellement une association volontaire de citoyens et l'auto-organisation de la société, ou plutôt un embryon de parti politique avec une idéologie restant à définir ?**

— Mon opinion, qui est également partagée par d'autres, est que le Forum civique est précisément un Forum. Étymologiquement, "forum" signifie lieu où tous ceux qui le désirent peuvent venir et dire ce qu'ils veulent. Afin de s'assurer que personne ne monopolise la parole et empêche ainsi d'écouter les autres, une certaine forme de coordination est nécessaire. Nous essayons, de manière improvisée et dramatique, de coordonner le mouvement populaire et le mouvement social, compte tenu du manque de confiance dans les structures existantes et dans les organisations sociales.

■ **Le lecteur pourrait vous reprocher d'être un dirigeant auto-proclamé.**

— Si c'était vrai, il n'y aurait pas autant de gens qui se seraient investis dans le FC. Sans le Forum civique et son centre de coordination, la situation serait dangereuse pour l'ensemble de la société, avec un risque d'affrontements et de conflits. Le Forum civique offre la possibilité d'une certaine unité d'action dans une situation de crise...

■ **L'unité active dans la grève...**

— Le fait d'être prêt à la grève représente bien plus que la simple organisation des grèves pour tester le rapport de forces. C'est également une forme d'auto-organisation sociale. Les comités de grève se mettent en relation entre eux. Certains appuient le Forum civique, d'autres sont en train de monter leurs propres forums civiques. Tous sont liés au niveau de l'information et de la com-



à partir de cela, de le réintroduire dans le langage.

■ Malgré tout, pensez-vous que nous devons conserver un système socialiste ?

— Je ne peux pas répondre à cette question parce que je ne sais pas ce que cela veut dire, ou ce que vous entendez par là. Je vais vous dire ce que je pense, à vous de voir si c'est ça que vous appelez le socialisme. Je crois que nous devons être décents, amicaux, loyaux, commencer par nous comporter librement et penser autant aux autres qu'à nous-mêmes. C'est la base de la vie politique et du système politique.

J'envisage ce système politique comme démocratique et pluraliste dans les domaines tant politiques qu'économiques. L'expérience a montré que la garantie de la prospérité économique est l'autonomie des sujets économiques et leurs pluralité, ce qui est impensable sans pluralisme politique.

■ Le mode de propriété n'est pas décisif ?

— Je ne le pense pas. Il peut y avoir des propriétés d'Etat, des coopératives, une propriété collective et une propriété auto-gérée ; il est certain que la propriété privée conservera un espace, principalement dans la sphère des services et du petit commerce. Selon moi, ce n'est pas le mode de propriété mais la prospérité des entreprises et de tout le pays qui est décisive pour la prospérité économique. Une économie prospère peut alors assurer des services sociaux à tous. Le modèle suédois et d'autres prouvent cela. De telles sociétés offrent une bien meilleure protection sociale que le système qui existe ici. Seule la prospérité permet le bien être social.

■ Permettez-moi une dernière question un peu spéculative. Quelle est votre position sur la scène politique ? Etes-vous prêt à accepter une fonction d'Etat, si vous êtes candidat, puis élu ?

— Tout ce que j'ai fait, je l'ai fait en tant que citoyen de ce pays, dont le destin ne m'est pas indifférent. Ma vocation première est d'être écrivain, et c'est que j'aimerais rester. Je n'ai jamais eu d'ambitions politiques, et je ne me sens pas qualifié pour cela. Je veux retourner au théâtre. Je crois et espère sincèrement que l'intérêt général, que je considère également être le mien, ne me forcera pas à accepter la situation dont vous me menacez. ■

Propos recueillis pour Rude Pravo par Jan Lipavsky

munication, mais il n'existe pas de direction centrale.

■ Je ne suis toujours pas convaincu que vous ne soyez pas le centre, mais soit. Si je vous ai bien compris, votre action est limitée dans le temps ?

— Le Forum civique n'existera que le temps nécessaire. Il a pour but le vrai pluralisme. Dès qu'il deviendra un obstacle au pluralisme, il devra disparaître. Ce que je dis est la chose suivante : passons d'une forme totalitaire de gouvernement à une réelle démocratie. Alors apparaîtront très rapidement des unités politiques indépendantes et des acteurs sociaux indépendants les uns des autres qui seront à la base de la réelle démocratie pluraliste que nous voulons.

■ Le Forum civique pourra-t-il réaffirmer ce pluralisme ?

— Il ne doit pas devenir un deuxième Front national. Nous ne voulons pas mettre sur pied un second géant pour affronter celui qui existe déjà. Nous ne voulons pas fermer les portes du pluralisme, mais les ouvrir très largement.

■ Approfondissons un peu cela. Vous savez ce qui me frappe ? C'est que, dans la vie publique, lors de différents meetings et réunions, y compris sur la place Letna, tout ce que nous avons entendu était un monologue. Selon moi, un monologue en a remplacé un autre. Est-ce que mes oreilles m'ont trahi ? N'avez-vous pas peur que l'Histoire se répète ?

— Ce n'est pas mon impression. En ce moment même, des représentants du Forum civique se réunissent, dans la Maison du peuple, avec un représentant du présidium du PC et d'autres membres du CC. Le Forum civique ne veut exclure personne de la vie publique et prend en compte tous les communistes, qui, d'après moi, sont environ 1,7 million. Parmi eux, il y a beaucoup de gens intelligents, capables et efficaces qu'on a fait

taire pendant des décennies, tout comme on a fait taire les non-communistes.

■ Ils n'avaient qu'à parler, c'était aussi une question de courage.

— Il est possible qu'ils auraient pu parler. Mais s'ils le faisaient, ils avaient des problèmes ou on ne les écoutait pas. Je pense que nos concitoyens, membres du Parti, parlent maintenant avec l'ensemble de la société, parce qu'ils sentent qu'aujourd'hui, ils pourront être écoutés. Et c'est très important pour cette société. Il me semble que la tâche des communistes est de renouveler leur parti le plus vite possible, pour devenir un parti moderne qui abandonne les méthodes de gouvernement totalitaires et prenne sa place dans le futur système démocratique pluraliste, aux côtés des autres forces politiques. Et l'ensemble du soulèvement — pour parler de façon dramatique — que nous vivons en ce moment, et qui est symbolisé par le Forum civique, n'est pas un soulèvement contre les communistes, mais contre les méthodes de gouvernement totalitaires.

■ Pourquoi le mot "socialisme" n'apparaît-il pas dans votre programme ?

— Parce que, dans le contexte tchécoslovaque, ce mot a perdu tout son sens. Nous ignorons ce qu'il signifie. Ce mot doit être à nouveau défini, vu qu'il a été transformé en incantation rituelle. Toutes les choses que le groupe dirigeant n'aimait pas, qui l'embarrassaient, ou qui étaient faites librement, étaient appelées "anti-socialistes". Le "socialisme" étant identifié avec cette direction.

Nos idées sur le futur, sur la justice sociale et sur un ordre social démocratique ne doivent pas être dominées par les idées de ceux qui avaient l'habitude de se dire socialistes. Il y a peut-être quatorze ou quinze ans, je me présentais comme socialiste, mais j'ai arrêté d'utiliser ce mot, tout simplement parce qu'il s'est dévalué. Peut-être que la véritable tâche des socialistes est-elle de donner un nouveau contenu à ce mot et,

« Un petit pays lointain dont nous ne connaissons rien » *

LA TCHECOSLOVAQUIE est un Etat fédéral composé de deux nations qui ont des histoires très différentes, les Pays tchèques et la Slovaquie. Elles ont été unies pour la première fois en 1918, puis de nouveau séparées entre 1938 et 1945. En 1969, après des années d'une campagne menée par des intellectuels slovaques, l'Etat s'est transformé en fédération. Il est important de toujours garder cette dualité à l'esprit, parce que ce qui se passe dans les Pays tchèques (Bohême et Moravie) ne s'applique pas forcément à la Slovaquie, et vice-versa.

Colin MEADE



HISTORIQUEMENT, les Pays tchèques faisaient partie du Saint Empire romain germanique, dans lequel la Bohême a parfois joué un rôle dirigeant. En 1620, les Habsbourg, catholiques, ont annihilé la noblesse protestante tchèque lors de la bataille de la Montagne blanche, et les Pays tchèques ont été répartis entre les lieutenants des Habsbourg. Après cela, la langue et la nationalité tchèques ont été avant tout associées au tiers état : la noblesse parlait allemand.

Au XIXe siècle, les Pays tchèques sont devenus le cœur économique de l'Empire. Avec la croissance économique, sont apparus parallèlement une montée du nationalisme bourgeois tchèque et un mouvement de masse des travailleurs. A l'époque du déclenchement de la Première Guerre mondiale, les sociaux-démocrates étaient le principal parti des Pays tchèques, et vu la proportion de la population, ils représentaient le plus fort élément de la social-démocratie autrichienne. Cependant, les sociaux-démocrates tchèques étaient embarrassés face à la montée des tensions nationales dans l'Empire. Les traditions alors en vigueur dans le mouvement ouvrier ne les ont pas aidés. Quand les dirigeants sociaux-démocrates tchèques ont divisé les syndicats nationaux autrichiens autour des questions nationales, ils ont été sévèrement condamnés par la IIe Internationale.

Pourtant, sur la question nationale, les sociaux-démocrates tchèques n'ont pas développé de politique alternative aux orthodoxies en vigueur dans la IIe Internationale. Durant la Première Guerre mon-

diale, les sociaux-démocrates sont restés opposés au démembrement de la monarchie des Habsbourg jusqu'au dernier moment, laissant l'initiative au politicien bourgeois Tomas Masaryck qui avait une vision à long terme. Ce dernier a pris la direction de la volonté populaire massive dans les Pays tchèques de mettre fin à l'Empire ; et a également suggéré aux puissances de l'Entente cordiale l'idée d'un Etat tchèque indépendant, comme moyen de contenir les Allemands, et comme force anti-bolchévique en Europe centrale. Le conflit, en Russie, entre la légion tchécoslovaque et les bolcheviks a également renforcé les positions de Masaryck aux yeux des puissances impérialistes.

La Tchécoslovaquie s'est consolidée dans la lutte contre la révolution hongroise de Bela Kun, en chassant les forces hongroises hors de Slovaquie, assurant ainsi conjointement les tâches de la contre-révolution et les tâches nationales. Le mouvement révolutionnaire tchèque qui se renforçait a été incapable de faire le lien avec la révolution hongroise ; et, quand le Parti communiste tchécoslovaque (PCT) a été finalement fondé, en 1920, la vague révolutionnaire était passée.



La majorité de la social-démocratie s'est dirigée vers la IIIe Internationale et le PCT a reçu un appui de masse durant l'entre deux guerres, malgré les tournants de la politique imposée depuis Moscou. Chacun de ces tournants a conduit à prendre position soit pour, soit contre, l'intégrité territoriale de l'Etat tchécoslovaque qui, à cette époque, comptait une forte population de trois millions d'Allemands. Toutes les positions reflétaient l'humeur du moment du Kremlin envers l'Etat tchécoslovaque. La subordination directe à l'Union soviétique (qui connut quelques réticences dans la première période) avait ainsi remplacé la subordination (qui suscita bien plus de protestations véhémentes) au schéma pan-germanique de la IIe Internationale.

Le "coup de Prague" de 1948

En 1939, un Etat indépendant pro-allemand a été formé en Slovaquie, tandis que les Pays tchèques étaient placés sous protectorat allemand. Les PC tchèque et slovaque se séparèrent, et l'idée d'une République socialiste de Slovaquie faisant partie prenante de l'Union soviétique fut discutée dans les cercles du PC slovaque jusqu'à un certain point. Cependant, à la fin de la guerre, les PC se sont réunifiés et, à la demande de Moscou, ils sont entrés dans le gouvernement de coalition pro-soviétique dirigé par Edouard Benes qui s'est battu pour faire renaître la Tchécoslovaquie d'avant-guerre. Sous ce gouvernement, le PC est devenu le parti le plus important, avec 38 % des votes aux élections de 1946 — même s'il était considérablement plus faible en Slovaquie.

En février 1948, alors que le plan Marshall menaçait d'attirer la Tchécoslovaquie hors de l'orbite de Moscou, le PC s'est emparé de la totalité du pouvoir et a commencé à imposer une réelle dictature stalinienne. Tous les domaines de la vie sociale ont été soumis au diktat bureaucratique ; des dizaines de milliers de gens ont été enfermés dans des camps, tandis que le parti lui-même était déchiré par une série de purges sanglantes. Parmi les victimes de ces purges, se trouvait le président Gustave Husak (qui a démissionné le 9 décembre dernier) dirigeant du PC slovaque, accusé de "nationalisme bourgeois slovaque".

Etant donnée la nature de masse du PC, il est absolument certain qu'un grand nombre de gens se sont lancés dans la "construction du socialisme" avec un véritable enthousiasme. De plus, l'alliance avec l'Union soviétique était populaire chez Tchèques et Slovaques, déçus par les puissances impéria-

* Chamberlain, Premier ministre britannique, a déclaré, après les accords de Munich, en 1938, avec Hitler : « Nous n'allons pas faire la guerre pour la Tchécoslovaquie, "un petit pays lointain dont nous ne connaissons rien". »

listes "démocratiques" qui les avaient abandonnés à Munich, en 1938. Beaucoup de membres de l'intelligentsia se sont identifiés avec le nouveau régime.

Au début des années 60, cependant, des signes de crise ont commencé à apparaître. En 1962, le taux de croissance de l'économie a stagné et les plans irréalistes ont été abandonnés (peut-être à cause de la soudaine fermeture du marché chinois, à la suite de la rupture sino-soviétique). La question de la réhabilitation de tous ceux qui avaient été persécutés durant les années 50 menaçait les positions de beaucoup de ceux qui avaient accédé au pouvoir à ce moment-là. C'est aussi à cette époque que les Slovaques commencèrent, avec Husak à leur tête, leur campagne qui devait finalement aboutir à la fédéralisation du pays. Tout cela a été perçu par un grand nombre de membres du PC comme le résultat de l'adoption a-critique du "modèle soviétique" par le PCT. L'idée d'une "voie vers le socialisme tchécoslovaque" spécifique a gagné du terrain.

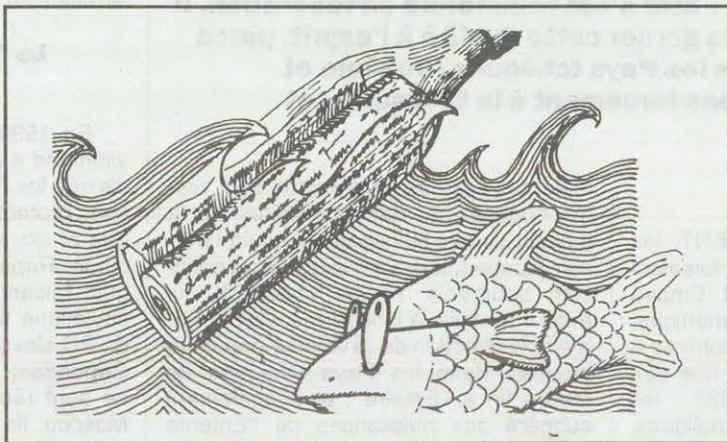
Le "Printemps de Prague"

En janvier 1968, Antonin Novotny a été démis de ses fonctions de Premier secrétaire du PCT (sa manière de gouverner était décrite comme "un culte de la personnalité sans personnalité"), et remplacé par le patron du parti slovaque, Alexandre Dubček. Alors que la lutte de fractions au sein du parti s'intensifiait, l'aile réformiste a franchi un pas très important : l'abolition de la censure. La société, longtemps étouffée, a retrouvé sa voix. Des groupes indépendants sont apparus et des manifestations publiques ont eu lieu. La direction Dubček a essayé de contrôler ces développements — la tentative de relégislation du Parti social-démocrate a, par exemple, été rejetée — davantage par le dialogue que par la répression. L'idée du "socialisme à visage humain" habitait l'imagination de ceux qui, de par le monde, voulaient le socialisme mais non le stalinisme. Il est probable que s'il y avait eu des élections libres à ce moment là, le PCT les aurait gagnées.

Mais cela ne devait pas se passer ainsi. Alarmés par la menace que représentait "la voie tchécoslovaque" pour le système bureaucratique tout entier, 500 000 membres des troupes des cinq pays du Pacte de Varsovie sont entrés en Tchécoslovaquie dans la nuit du 21 août 1968, déclarant qu'ils avaient été invités à le faire par un groupe d'"internationalistes" (dont on ignore toujours les noms !). La population a répondu à l'"aide internationaliste" par une importante grève générale, et par des protestations qui ont duré pendant plusieurs mois, surtout parmi les étudiants. Ce mouvement

a été démobilisé par l'attitude de la direction Dubček. Quand, par exemple, une grève générale a été proposée pour prévenir le limogeage de Josef Smrkovsky, dirigeant populaire qui était à la tête du gouvernement, Smrkovsky en personne est apparu à la télévision pour préconiser le calme. Le 21 janvier 1969, l'étudiant Jan Palach s'est immolé par le feu pour protester contre ce qui lui semblait être l'acceptation populaire de l'invasion et de ses conséquences.

Cependant, la direction du PCT continuait à refuser de s'engager dans la répression à grande échelle, réclamée par Brejnev et compagnie. En avril 1969, Dubček a été remplacé par Gustave Husak au poste de Premier secrétaire du Parti. Husak avait commencé sa course



au pouvoir en Slovaquie. Immédiatement après l'invasion, il a réussi à faire accepter la "nouvelle réalité" au PC slovaque, gagnant ainsi une base solide pour le renversement du Printemps de Prague. La clé de son succès a été la promesse que le processus de fédéralisation allait continuer.

La nouvelle équipe a rapidement commencé à "normaliser" le pays. Une purge de 500 000 personnes environ a touché le parti ; tous ceux qui refusaient de condamner le Printemps de Prague ont été démis de leurs postes de responsabilité, pour être remplacés par les opportunistes cyniques qui ont formé la base du régime durant les vingt dernières années.

Pendant ces deux décennies, c'est la répression et la "dissuasion" militaire, ainsi que le niveau de vie relativement élevé qui ont assuré la soumission de la population, en réduisant l'opposition ouverte à de petits groupes pouvant être aisément isolés et réprimés. En Slovaquie, un facteur supplémentaire de stabilisation a fonctionné : l'intelligentsia a beaucoup œuvré à produire les textes de base historiques de la nation.

Parallèlement, le manque d'investissements a conduit à un retard croissant de l'industrie. Aujourd'hui, malgré le niveau de vie relativement élevé et une dette extérieure aisée à gérer, l'économie tchécoslovaque est en mauvais état. L'économie commandée bureaucratiquement ne peut, en général, traiter qu'un seul problème à la fois : ainsi les

"normalisateurs", sous Husak et Jakes, ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour maintenir un approvisionnement satisfaisant en biens de consommation pour la population, mais ceci au prix d'un manque d'investissement et d'un vrai désastre écologique.

Catastrophe économique et écologique

En juin dernier, l'ancien Premier ministre, Ladislav Adamec, a informé l'Assemblée fédérale du pays que l'industrie tchécoslovaque avait dix ans de retard sur l'Ouest. Et il semble que la Tchécoslovaquie, qui manque de matières premières et dont l'économie repose sur la fabrication de produits manufacturés, a payé sa dette extérieure en exportant des matériaux lourds plutôt que des produits manufacturés. Le pays est également victime de la dette, pour avoir vendu à crédit la plupart de ses produits industriels bas de gamme dans le Tiers-monde. Or il est désormais clair que ces pays ne pourront pas payer.

Dans une interview à la télévision tchécoslovaque, Milos Zeman, économiste de l'Institut de recherche de Prague, a déclaré que « notre niveau de développement technologique est, aujourd'hui, plus ou moins comparable à celui de l'Algérie et du Pérou, et loin derrière celui du Portugal qui est considéré comme l'un des pays les plus en retard en Europe de l'Ouest ». Il a insisté sur le fait qu'à moins d'un changement, le pays devrait faire face, « dans un futur très proche », à des magasins vides, à l'inflation, aux grèves et aux manifestations.

La crise écologique est tout aussi grave. La pollution, surtout celle des centrales thermiques à charbon et de l'industrie lourde, a endommagé 58 % des forêts dans les campagnes tchèques et 35 % en Slovaquie. Entre un tiers et la moitié des rivières du pays ne contiennent plus un atome de vie. En janvier 1989, dans la région la plus touchée, le nord de la Bohême, les concentrations de dioxyde sulfurique dans l'air ont atteint six fois les limites acceptées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Officiellement, tous les enfants de la région doivent être envoyés deux fois par an dans des régions moins polluées. En février 1989, le ministère de la Santé tchécoslovaque a révélé que l'espérance de vie des hommes et des femmes était retombé à son plus bas niveau depuis 1960, et était le quatrième plus bas d'Europe, après la Hongrie, la Pologne et l'Union soviétique.

Malgré la répression, l'opposition n'a jamais totalement disparu. En 1977, des centaines de gens ont signé la Charte 77, qui demandait des droits démocratiques, et a essayé de créer un espace de

discussion libre. Malgré les emprisonnements, les exils forcés, les attaques physiques et par-dessus tout l'isolation extrême, le mouvement s'est maintenu et s'est lentement renforcé. Les opposants ont toujours déclaré qu'ils représentaient une majorité silencieuse, et les faits leur ont donné raison. L'arrivée de la glasnost en Union soviétique, l'ouverture du mur de Berlin, la réponse étonnamment brutale du régime à la manifestation pacifique du vendredi 17 novembre, ainsi que la détermination de la jeunesse (tout spécialement des étudiants) à ne plus composer avec personne, ont propulsé les dissidents depuis leur ghetto au devant de la scène politique.

Des marxistes aux monarchistes

L'opposition est politiquement très diversifiée, allant des marxistes révolutionnaires aux monarchistes. Les militants catholiques ont joué un rôle central et, en 1988, environ 500 000 personnes ont signé une pétition pour les droits religieux. L'activisme catholique est très puissant en Slovaquie. La grande majorité de l'opposition pense qu'une économie de marché et une démocratie parlementaire résoudraient la crise.

L'opposition a également une aile démocratique radicale. Des tentatives systématiques ont été faites pour dépasser les clivages historiques nationaux et travailler avec les mouvements des pays voisins d'Europe de l'Est. Les débuts de dialogue entre des groupes de jeunes opposés à la militarisation de la société tchécoslovaque et des mouvements de paix à l'Ouest ont joué un rôle très important ces dernières années.

Plus généralement, l'idéologie de l'opposition est basée sur un profond rejet de la subordination de l'individu à l'"intérêt général" qui est devenu l'intérêt particulier d'une élite. L'histoire des Tchèques et des Slovaques, dont les intérêts nationaux ont été si souvent sacrifiés aux "nécessités de l'Histoire", tant par la bourgeoisie que la bureaucratie, est extrêmement significative en ce domaine.

Il existe, bien sûr, des groupes qui ont des raisons de se sentir menacés par la fin de l'ordre ancien : le groupe dirigeant, ainsi que les responsables de moindre importance du Parti. Cela représente environ 300 000 personnes, que l'on rendra responsables des 21 années de stagnation ; cela concerne aussi environ 200 000 personnes engagées dans le "travail" relatif à la "sécurité". Mais ils n'ont pas de base sociale et sont en train de perdre rapidement leur emprise, même sur le Parti communiste. Le prochain congrès du Parti, fin décembre 1989, va décider du destin de beaucoup d'entre eux, tandis que débutera le processus de réhabilitation des 500 000 membres du Parti exclus après le "Printemps de Prague". ■

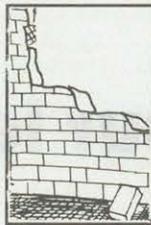
11 décembre 1989

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE

Le plan Kohl

LE CHANCELIER chrétien-démocrate Helmut Kohl, a présenté, le 28 novembre dernier, son fameux "Plan en dix points" au parlement de la république fédérale allemande (RFA). Ce plan vise à la réunification des deux Allemagne et, plus concrètement, à la conquête du territoire et de l'économie de la République démocratique d'Allemagne (RDA) par l'impérialisme ouest-allemand. Le partenaire libéral de la coalition de droite (FDP), ainsi que le Parti social-démocrate (SPD) ont donné tout de suite leur accord de principe. Seul le Parti vert a émis quelques critiques, défendant de façon plus ou moins claire le droit des citoyens de RDA à disposer de leur sort. Ce n'est que quelques jours plus tard que certains dirigeants du SPD ont revendiqué la reconnaissance de la frontière vers la Pologne et les conséquences en matière d'armement de la nouvelle situation politique. Mais l'accord de principe reste, même si la rhétorique de la "réunification" est rejetée, par exemple, par Willy Brandt, qui préfère parler d'"une nouvelle unification" (Neuvereinigung) pour éviter les allusions au Troisième Reich.

Manuel KELLNER



RESUMONS les dix points du "plan Kohl" :

- 1) Aides financières immédiates sur le plan humanitaire et médical. A moyen terme, abolition de "l'argent d'accueil" au profit d'un financement commun négocié entre la RFA et la RDA des devises pour les voyageurs de RDA visitant la RFA.
- 2) Intensification de la coopération sur les plans économique et technique, à commencer par le système de transport de personnes ; renforcement de la coopération écologique.
- 3) Revendication d'élections libres, de réformes "irréversibles" politique et économique, abolition de la "planification bureaucratique" comme précondition aux aides massives, car « il est clair que les gens veulent la liberté économique », ouverture de la RDA aux investissements de l'Ouest et création de "conditions de marché".
- 4) "Communauté de contrats" entre RFA et RDA (comme l'a proposé Modrow, nouveau chef du gouvernement de RDA) reflétant une multitude d'accords et de commissions communes (économie, transports, science, soins médicaux, écologie, etc.).

5) Création d'une "structure confédérale" comme transition à une fédération des deux Allemagne, donc à un Etat unitaire de structure fédérale (comme la RFA actuelle). Pré-condition à cela : des élections libres en RDA. La réunification allemande se ferait pas à pas.

6) Intégration de la réunification allemande dans le processus d'intégration économique, politique et culturel de l'Europe, et dans les rapports est-ouest globaux.

7) Association de la RDA à la CEE capitaliste par un traité de commerce et de coopération, y compris dans le cadre de l'"horizon 92".

8) Intensification du processus entamé à Helsinki en construisant des institutions qui organisent des rapports et projets communs en matière économique, écologique et culturelle entre les pays de l'Ouest et de l'Est en général, en Europe.

9) "Appui" aux négociations pour le désarmement, en conséquence de la situation mondiale en négociant avec la RDA (ce qui ne signifie rien de concret quant au désarmement ouest-allemand).

10) Politique globale, consciente des difficultés qu'elle peut rencontrer à chaque étape, visant à la réalisation du droit des Allemands à l'auto-détermination nationale.

En contraste, un groupe d'intellectuels de gauche de RDA a lancé un appel public, le 26 novembre, dont les prin-

"Trop de démocratie à l'Est !"

« La Communauté économique européenne ne doit rien faire qui, par un excès de perestroïka politique, paralyse la perestroïka économique. Il n'y a pas de place pour une surenchère sur les formes de la démocratie, qui rendrait inopérant le fonctionnement de l'économie. »

Guy Spitaels
président du Parti socialiste belge

cipaux passages visent à défendre la souveraineté de la RDA et la chance historique de construire une alternative socialiste convaincante : « (...) *Ou bien nous pouvons insister sur l'autonomie étatique de la RDA et essayer, de toutes nos forces (...) de construire une société solidaire dans notre pays, dans laquelle la paix et la justice sociale, la liberté des individus, la liberté de déplacement et la préservation de l'environnement sont garanties. Ou, en revanche, nous devons accepter que, sous la pression économique et les conditions draconiennes inacceptables que posent des couches influentes de l'économie et de la politique comme pré-condition à l'aide à la RDA, il y ait une enchère sur les valeurs matérielles et morales de la RDA qui sera tôt ou tard colonisée par la RFA. Prenons le premier chemin. Nous avons encore la chance de développer une alternative socialiste à la RFA, dans le cadre de relations égales et respectueuses avec tous les Etats en Europe. Nous pouvons encore nous rappeler les idéaux anti-fascistes et humanistes qui furent notre point de départ. (...) ».*

Une "patrie allemande unie"

Dans les dernières grandes manifestations populaires, surtout à Leipzig, les slogans pour la "patrie allemande unie" sont devenus très populaires. Certains orateurs ont même été hués et sifflés, lorsqu'ils tentèrent de démontrer les dangers de se faire dévorer par le capital ouest-allemand et par la puissante RFA. Les derniers jours, une différenciation des positions dans les manifestations de masse est clairement apparue, puisque les uns revendiquaient l'Allemagne unifiée, tandis que les autres brandissaient des pancartes avec des inscriptions comme « *Nous ne voulons pas devenir une plantation de Kohl !* [Kohl = choux] ».

Néanmoins, contrairement aux premières semaines du soulèvement, les plans réactionnaires, revanchards et restaurateurs peuvent s'appuyer sur les sentiments exprimés par une partie des masses est-allemandes. Bien entendu, ces plans visent à restaurer un capitalisme dominé par les grands trusts ouest-allemands, et donc également à abolir tout ce qui reste de l'acquis de

l'économie non-capitaliste, surtout au plan social et au niveau du rythme de travail...

Par ailleurs, le mouvement a connu une certaine radicalisation. La population a notamment investi les locaux de la *stasi* (la police secrète) afin d'empêcher la destruction des documents compromettants sur la corruption des dignitaires du régime.

Pas d'excès !

Face à ce phénomène, le ton a commencé à changer dans une partie des médias ouest-allemands. On commence à craindre que les masses en RDA n'aillent un peu trop loin. Si par exemple, on exagère la mise en lumière des petites et grandes affaires illégales des bureaucrates, surtout en matière de transferts financiers internationaux et de marchandages illégaux, on risque de trouver également la part de responsabilité et de coopération, non seulement des banques suisses, mais aussi de capitalistes et peut-être aussi de politiciens bourgeois. Si en plus, les masses se radicalisent trop, il serait difficile pour le capital ouest-allemand d'organiser la course aux profits en RDA, ce qui nécessite tout même qu'il y ait un peu d'ordre.

Maintenant que les premières grèves d'avertissement ont éclatées dans quelques usines, que des comités de bases semblent commencer par s'arroguer certaines fonctions d'Etat, qu'ici et là on a pu voir les premières pancartes — certes semi-ironiques — avec le slogan "tout le pouvoir aux conseils", la

crainte de "l'anarchie" unit la troisième garde de la direction du SED maintenant au sommet du parti et les commentateurs bourgeois. On commence à espérer, que le SED rénové pourra, après changement de nom, jouer un rôle stabilisateur, garantissant l'ordre public, au moins jusqu'aux élections. L'instabilité fait peur : « *Pas d'excès de démocratie à l'Est* » !

Mais les moyens de ce pouvoir semblent très faibles aujourd'hui. Modrow, nouveau président du cabinet, a appelé à l'ordre, lors du récent congrès du SED, et à la télévision. Mais le seul argument qu'il a trouvé pour persuader les masses populaires à rejeter l'anarchie, le chaos et la violence a été que la fête de Noël est proche, et qu'il ne faut pas troubler cette belle fête familiale ! Le retour à la force semble presque exclu dans l'immédiat. Ceci dit, s'il ne s'agit plus de répression émanant d'un régime "communiste totalitaire", mais d'une intervention contre des "exagérations extrémistes", les forces de l'ancien régime pourraient alors intervenir avec cette nouvelle légitimité fournie par les médias occidentaux. ■

11 décembre 1989

Débat sur les élections

LE GOUVERNEMENT est-allemand a annoncé, le 8 décembre dernier, après des discussions avec l'opposition autour de la "table ronde", que les élections en Allemagne de l'Est se dérouleront le 6 mai 1990. Inprecor a interrogé Herbert Misslitz, de la Gauche unie (GU) et Rainard Weissshunn du Nouveau Forum (Nfm) à propos de l'attitude de leurs organisations respectives sur cette question.

Herbert MISSLITZ : La Gauche unie n'a pas encore pris position sur cette question. A titre personnel, je pense que l'attitude à adopter dépendra des résultats de la table ronde. Il ne peut être question d'accepter des élections telles que le propose, par exemple, le Parti libéral, avec un barrage de 3 % et leurs conceptions sur les partis traditionnels.

Lors de discussions avec des amis de la social-démocratie, ceux-ci ont développé des idées sur un système électoral avec deux chambres [un sénat et un parlement]. Au sein des différents courants de la GU, ce projet est beaucoup discuté. Nous tenons à ajouter que nous espérons pouvoir tenir un congrès de délégués du peuple en janvier prochain. Nous n'excluons pas que, pen-

Quand le
s'é

par Ern



Supplément
INPRECOR décembre 1989

Inprecor a publié
camarade Ern
bouleverse
Elle est en vente à
(9 rue de Turenne)
On peut également la
2 rue Richard Lenoir

Index de l'année 1989

Inprecor numéros 279 - 299

AFRIQUE DU SUD

Mayekiso libéré (B) 09.01.89 279

Les débats dans l'ANC 23.01.89 280
Robert MENZEL

Assassinat d'un gavroche sud-africain 20.03.89 284
Claude GABRIEL

Portrait de Stompie Mokhetsi 20.03.89 284
Thandeka GOUBULE
Shaun JOHNSON

Liberté pour les 26 d'Upington (B) 20.03.89 284

Embroglio racial (B) 01.05.89 287

Apartheid, *perestroïka*
et mouvement de masse 15.05.89 288
Tony ROUX et Peter BLUMER

Sauver les 26 d'Upington ! (B) 12.06.89 290

Mobilisation pour les 26 d'Upington (B) 03.07.89 291

La Campagne de défiance 18.09.89 293
Mark HARPERT

Libérez Mandela ! (B) 16.10.89 295

Pourparlers pour une négociation 27.11.89 298
Peter BLUMER

Projet de Constitution 27.11.89 298
DOCUMENT

ALGERIE

Le PST demande sa légalisation (B) 13.11.89 297

ALLEMAGNE DE L'EST (RDA)

L'Eglise et les mouvements
indépendants 09.01.89 279
Interview de *Werner FISCHER*

Coordination nationale
des mouvements d'opposition (B) 04.09.89 292

La révolte des exclus 16.10.89 295
Hans-Jürgen SCHULZ

La montée révolutionnaire 30.09.89 296
INPRECOR

"Réunification allemande" ou
révolution politique ? 30.09.89 296
Winfried WOLF

L'évolution de l'opposition 30.09.89 296
est-allemande
Hans-Jürgen SCHULZ

Plate-forme politique de Nouveau forum 30.09.89 296
DOCUMENT

L'Appel de Böhlen 30.09.89 296
DOCUMENT

La révolution politique et les dangers
qui la menacent 13.11.89 297
Ernest MANDEL

Fin de l'après-guerre allemand 13.11.89 297
Manuel KELLNER

Pour un socialisme authentique 13.11.89 297
DOCUMENT

Pour un Parti vert en RDA 13.11.89 297
DOCUMENT

Chevaliers de la table ronde 27.11.89 298
Manuel KELLNER

L'actualité du socialisme 27.11.89 298
Interview de *Herbert MISSLITZ*

« Ni RFA, ni RDA ! » 27.11.89 298
Interview de *André SACHADAE*

La misère allemande 27.11.89 298
Manuel KELLNER

Le plan Kohl 11.12.89 299
Manuel KELLNER

Débat sur les élections 11.12.89 299
Interview de *H. MISSLITZ* et
de *R. WEISSHUNN*

Fondation difficile 11.12.89 299
Angela KLEIN

Une économie délabrée 11.12.89 299
Winfried WOLF

AMERIQUE CENTRALE

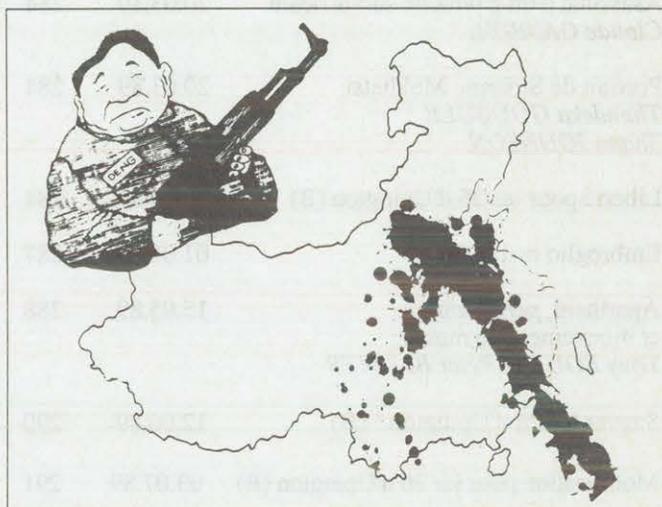
Les accords de Tela 18.09.89 293
Eric TOUSSAINT

AMERIQUE LATINE

Inflations et dévaluations (B) 23.01.89 280

La poubelle des pays riches <i>Diane K. BARTZ</i>	02.10.89	294
ANGOLA		
L'accord tripartite <i>C. GABRIEL, V. KERMEL</i>	20.02.89	282
ARGENTINE		
L'heure de la colère ! <i>Cecilia GARMENDIA</i>	12.06.89	290
Le "Caracazo argentino" Entretien avec <i>Silvia DIA</i>	12.06.89	290
Déclaration du Parti ouvrier <i>DOCUMENT</i>	12.06.89	290
BOLIVIE		
Le fantôme du général Banzer (B)	01.05.89	287
BRESIL		
Après la victoire du PT <i>Gustavo VASQUEZ</i>	23.01.89	280
Gérer São Paulo... pas facile <i>José CORREA</i>	23.01.89	280
Un bilan positif <i>José CORREA</i>	03.04.89	285
Conseils populaires et lutte pour le socialisme <i>EM TEMPO</i>	03.04.89	285
Résolution sur les Conseils populaires <i>DOCUMENT</i>	03.04.89	285
Métallo président ? <i>Daniel BENSAID</i>	17.04.89	286
Quel gouvernement, quel programme ? <i>EM TEMPO</i>	17.04.89	286
35 millions contre le <i>plano Verão</i> <i>Isaac AKCELRUD</i>	01.05.89	287
La grève et la crise politique <i>EM TEMPO</i>	01.05.89	287
Election présidentielle sur fond de crise <i>R. JUAREZ</i>	13.11.89	297
L'alternative du PT <i>DOCUMENT</i>	13.11.89	297
CHILI		
Autocritique du PC chilien (B)	29.05.89	289
CHINE		
L'étincelle étudiante <i>Ernest MANDEL</i>	15.05.89	288
"Nous étudiants, nous exigeons" <i>DOCUMENT</i>	15.05.89	288
Une crise historique <i>Livio MAITAN</i>	29.05.89	289

Les raisons de la crise <i>Wang FANXI</i>	29.05.89	289
Comment avancer ? <i>DOCUMENT</i>	29.05.89	289
Chroniques de Pékin <i>Laurent CARASSO</i>	12.06.89	290
Les racines du mouvement étudiant Entretien avec <i>G. BUSTER</i>	12.06.89	290
Le développement de l'entreprise privée <i>Zhang KAI</i>	12.06.89	290
Points de repères historiques <i>CHRONOLOGIE</i>	12.06.89	290



Un tournant historique Entretien avec <i>Roland LEW</i>	12.06.89	290
Réformes marchandes et pénurie <i>Lin FENG</i>	12.06.89	290
Contre-révolution bureaucratique <i>DOCUMENT</i>	12.06.89	290
La résistance ouvrière Interview de <i>LEE Cheuk Yan</i>	03.07.89	291
La difficulté de rompre Interview de <i>LEUNG Hon Noi</i>	03.07.89	291
« Il n'y a plus une parcelle de vérité dans toute la Chine » <i>DOCUMENT</i>	03.07.89	291
COLOMBIE		
Dialogue sur fond de massacres <i>Michael LOWY</i>	03.04.89	285
La répression s'accroît <i>René GONZALES</i>	03.04.89	285
Rapport accablant des Nations-Unies (B)	17.04.89	286
"Narcoguerre" et "narcodollars" <i>Rodrigo O'FARRELL</i>	18.09.89	293

La "guerre totale" aura-t-elle lieu ? Interview de <i>Daniel LIBREROS</i>	30.09.89	296	L'épreuve de force <i>Arnold BERTHU</i>	27.11.89	298
COREE DU SUD			Chronique d'une offensive annoncée <i>Arnold BERTHU</i>	27.11.89	298
Les dessous du "miracle" <i>Hermann DIRKES</i>	06.02.89	281	Appel du FMLN <i>DOCUMENT</i>	27.11.89	298
Le nouveau mouvement syndical <i>Hermann DIRKES</i>	06.02.89	281	Il faut chasser Cristiani ! <i>Alfonso MORO</i>	11.12.89	299
CUBA			ETAT ESPAGNOL		
30 ans après <i>Jeannette HABEL</i>	20.02.89	282	Ne pas gâcher cette force <i>Joaquin NIETO</i>	09.01.89	279
Le processus de rectification <i>Jeannette HABEL</i>	20.02.89	282	Les jours suivants... <i>COMBATE</i>	09.01.89	279
Les rapports soviéto-cubains <i>Jeanette HABEL</i>	03.07.89	291	Les jeunes et la grève générale <i>F. CRUELLES</i>	09.01.89	279
L'affaire Ochoa <i>Jeanette HABEL</i>	16.10.89	295	Rencontre féministe contre la violence (B)	23.01.89	280
DANEMARK			Nouvelle donne syndicale <i>Joaquin NIETO</i>	20.02.89	282
Le pays le plus fermé d'Europe <i>Age SKOVRIND</i>	20.02.89	282	Fédération des organisations écologiques (B)	20.02.89	282
ECOLOGIE			Leur paix et la nôtre <i>COMBATE</i>	17.04.89	286
La poubelle des pays riches <i>Diane K. BARTZ</i>	02.10.89	294	VIIIe Congrès de la LCR <i>DOCUMENT</i>	04.09.89	292
La neige était noire <i>Jean-paul DELEAGE</i>	23.01.89	280	Assassinat d'un député basque (B)	11.12.89	299
Intégrer l'économie au développement Interview de <i>Maria Louisa ROBERTO</i>	06.02.89	281	ETATS-UNIS		
EGYPTE			Un "dur" pour l'Amérique latine (B)	20.02.89	282
Résistance ouvrière à Hélouan <i>Samia HUSSEIN</i>	13.11.89	297	600 000 femmes dans la rue <i>Teresa MARTINEZ</i>	01.05.89	287
EL SALVADOR			La politique centraméricaine de Bush <i>G. BUSTER</i>	03.07.89	291
Victoire électorale d'ARENA <i>Arnold BERTHU</i>	20.03.89	284	La Cour suprême contre les femmes <i>Teresa MARTINEZ</i>	04.09.89	292
«Une situation quasi insurrectionnelle» Interview de <i>Humberto CENTERO</i>	20.03.89	284	Les étudiants chinois s'organisent (B)	18.09.89	293
Les dernières propositions du FMLN <i>DOCUMENT</i>	20.03.89	284	EUROPE		
"Lettre ouverte" de l'UNTS (B)	01.05.89	287	L'Europe des racistes <i>Laurent CARASSO</i>	06.02.89	281
Le face à face <i>Arnold BERTHU</i>	03.07.07	291	Ah, les beaux salaires ! (B)	17.04.89	286
L'iceberg Interview de <i>Guillermo UNGO</i>	03.07.89	291	Manifeste Europe 1992 <i>DOCUMENT</i>	01.05.89	287
Elections et insurrection Interview de <i>Joaquin VILLALOBOS</i>	03.07.07	291	La charte sociale : l'impossible défi de la social-démocratie <i>Claude GABRIEL</i>	02.10.89	294
Assassinat de dirigeants syndicaux (B)	13.11.89	297	Turbulences de l'Ost-politik <i>Claude GABRIEL</i>	27.11.89	298
Appui total au peuple salvadorien <i>INPRECOR</i>	27.11.89	298			

EUROPE DE L'EST

La neige était noire 23.01.89 280
Jean-paul DELEAGE

Crise à l'Est 06.03.89 283
Ernest MANDEL

FEMMES

Le poids des traditions 20.03.89 284
Lina ASMARA

Féminisme et islamisme 20.03.89 284
Sedef ÖZTÜRK

Réécrire l'islam au féminin 20.03.89 284
DOCUMENT

L'impasse des islamistes 20.03.89 284
Sedef ÖZTÜRK

600 000 femmes dans la rue 01.05.89 287
Teresa MARTINEZ

« Vogliamo scegliere ! » 01.05.89 287
Livio MAITAN

La Cour suprême contre les femmes 04.09.89 292
Teresa MARTINEZ

Les voiles du racisme (B) 11.12.89 299

FRANCE

Chasse aux sorcières dans la CFDT 09.01.89 279
Alain NAZIER

Le IXe congrès de la LCR (B) 06.02.89 281

Une menace à prendre au sérieux 20.03.89 284
Laurent CARASSO

Les électeurs se rebiffent 03.04.89 285
Christian PIQUET

Deux élus LCR à Saint-Denis 03.04.89 285
Interview de *Christian BENSIMON*
et *Marie-Françoise DELEULE*

Mobilisation contre le sommet 12.06.89 290
des 7 pays industrialisés (B)

« Dette, apartheid, colonies... 18.09.89 293
ça suffat comme çà ! »
Alain MATHIEU

Les voiles du racisme (B) 11.12.89 299

GRANDE-BRETAGNE

Hypothermie et libéralisme (B) 20.03.89 284

Gauche syndicale contre 11.12.89 299
nouveau réalisme
Alan THORNETT

GRECE

La fronde des jeunes communistes 16.10.89 295
N. CHAMPY

Crise de la KNE 16.10.89 295
DOCUMENT

HAITI

Le père Aristide expulsé des salésiens (B) 23.01.89 280

Anniversaire de la fuite de Baby Doc (B) 20.02.89 282

HONG-KONG

Les autorités coloniales s'en prennent 11.12.89 299
aux militants pour la démocratie (B)

HONGRIE

Premier congrès national 23.01.89 280
de la FIDESZ (B)

De la République des conseils 02.10.89 294
ouvriers... aux geôles de Staline
Interview de Pal DEMENY

Du kadarisme au multi-partisme 16.10.89 295
Robert NOIREL

A l'ombre du parlementarisme 11.12.89 299
Imre UTAZO

« La dernière chance de l'alternative 11.12.89 299
socialiste »
Interview de *Tamas KRAUZ*

INDE

La "plus grande démocratie du monde ?" 29.05.89 289
Salah JABER

Rajiv Gandhi sur le déclin 29.05.89 289
M.. NAVID

La grève du barrage de Narmada 29.05.89 289
Amar JESANI

Les femmes au pays du sati 29.05.89 289
Trupti SHAH

INDONESIE

Anatomie d'un régime 17.04.89 286
SUBAKAT

INTERNATIONAL

1er Mai : Cent ans de luttes 01.05.89 287
J. B. et M. R.

IRAN

Rushdie dans la tempête 03.04.89 285
Ahmad SHUJA

Nous sommes tous des Salman Rushdie 03.04.89 285
Salah JABER

Le chant du cygne du khomeinisme 12.06.89 290
Salah JABER

ISRAEL

Aidez les *refuzniks* (B) 09.01.89 279

Fermeture d'Al-Raïa (B) 20.03.89 284

Israël face à l'Intifada 15.05.89 288
Entretien avec *Michel WARSHAWSKY*

Le Parti communiste en perte de vitesse 30.09.89 296
Michel WARSHAWSKY

Michel Warshawsky condamné à trente mois de prison ! (B) 13.11.89 296

ITALIE

La loi-piège 20.02.89 282
Igor ZECCHINI

Cours nouveau pour le PCI ? 17.04.89 286
Livio MAITAN

Processus d'unification dans l'extrême gauche 17.04.89 286
DOCUMENT

Entretien avec le secrétaire général de Democrazia proletaria 17.04.89 286
DOCUMENT

«Vogliamo scegliere ! » 01.05.89 287
Livio MAITAN

La grève en bonne santé 15.05.89 288
Livio MAITAN

Crise dans Democrazia Proletaria (B) 15.05.89 288

La LCR rejoint DP 18.09.89 293
Livio MAITAN

Résolution de la LCR 18.09.89 293
DOCUMENT

Exception ou cas typique ? 16.10.89 295
Livio MAITAN

LES NOTRES

Roger Foirier (B) 06.02.89 281

Eulogio Sanchez Tolava (B) 29.05.89 289

C.L.R. James (B) 03.07.89 291

Encarna Albarran (B) 16.10.89 295

Assassinat d'un dirigeant du PSR (B) 30.09.89 296

LIBAN

Le carnage continue 17.04.89 286
Interview de Salah JABER

Le carnage continue (bis) 04.09.89 292
Salah JABER

LIBYE

Nouvelle agression américaine 09.01.89 279
Salah JABER

LIVRES

Un texte inédit de Trotsky (B) 06.02.89 281

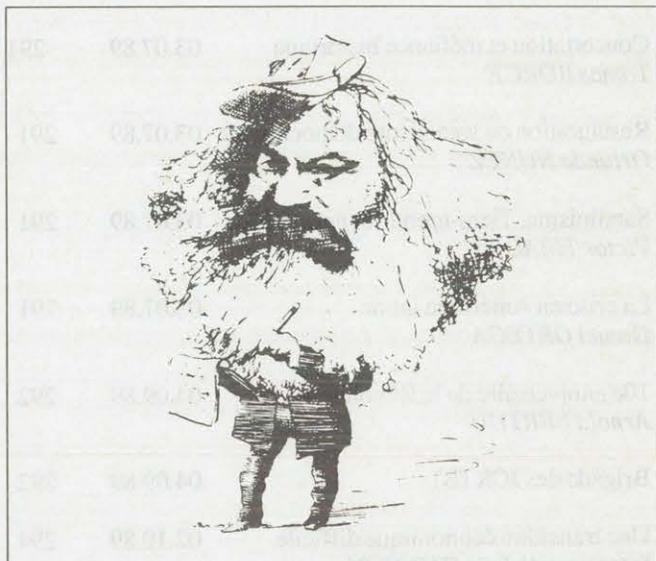
Cahier d'études sur les révolutions bourgeoises (B) 03.04.89 285

MAROC

La longue grève des mineurs de Jerrada (B) 20.02.89 282

MARXISME

La crise des partis communistes 16.10.89 295
Ernest MANDEL



MEXIQUE

Cardenas fonde son parti 09.01.89 279
Sergio RODRIGUEZ

Un militant du PRT enlevé 09.01.89 279
DOCUMENT

Toujours sans nouvelles de José Ramon 06.02.89 281
DOCUMENT

La disparition de José Ramon Garcia (B) 20.02.89 282

Libération immédiate pour Ramon Garcia Gomez ! (B) 03.04.89 285

La grève des enseignants (B) 01.05.89 287

Grève de la faim pour José Ramon Garcia (B) 15.05.89 288

Fin de la grève de la faim (B) 12.06.89 290

La lutte à l'usine Ford (B) 18.09.89 293

NAMIBIE

Menaces contre le processus d'indépendance 18.09.89 293
Ros YOUNG

NICARAGUA

Nouvelles mesures économiques (B) 23.01.89 280

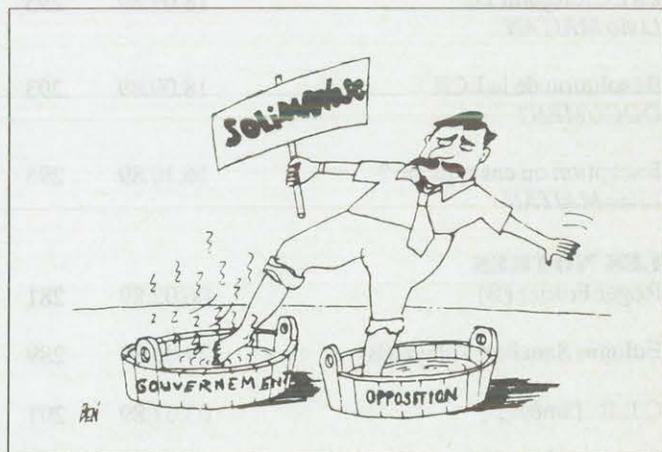
Intégrer l'économie au développement 06.02.89 281
Interview de Maria Louisa ROBERTO

Austérité de choc pour 1989 (B) 20.02.89 282

Vers le dixième anniversaire 17.04.89 286
LA BRECHE

Entre base et pouvoir <i>Luis SERRA</i>	17.04.89	286
La révolution en difficulté <i>Arnold BERTHU</i>	03.07.89	291
Un Etat ouvrier dans un pays arriéré <i>Arnold BERTHU</i>	03.07.89	291
Concertation et méfiance historique <i>Tomas BORGE</i>	03.07.89	291
Restauration ou socialisme démocratique <i>Orlando NUNEZ</i>	03.07.89	291
Sandinisme, Tiers-monde et <i>perestroïka</i> <i>Victor TIRADO</i>	03.07.89	291
La crise en Amérique latine <i>Daniel ORTEGA</i>	03.07.89	291
10e anniversaire de la Révolution <i>Arnold BERTHU</i>	04.09.89	292
Brigade des JCR (B)	04.09.89	292
Une transition économique difficile Interview de <i>Luis CARRION</i>	02.10.89	294
Les bases du pacte social Interview d' <i>Egardo GARCIA</i>	02.10.89	294
100 000 francs pour le FSLN (B)	16.10.89	295
NOUVELLE-CALEDONIE Assassinat de deux dirigeants du FLNKS (B)	15.05.89	288
PALESTINE Où va l'OLP ? (I) La longue marche... à reculons <i>Salah JABER</i>	23.01.89	280
Où va l'OLP ? (II) L'Etat, l'OLP, et les révolutionnaires <i>Salah JABER</i>	06.02.89	281
La dynamique de l' <i>Intifada</i> <i>Salah JABER</i>	20.02.89	282
PARAGUAY L'alternance impérialisme <i>Sergio CABRERA</i>	20.03.89	284
PAYS ARABES Le poids des traditions <i>Lina ASMARA</i>	20.03.89	284
PAYS-BAS Nouvelle coalition, même politique ? <i>Robert WENT</i>	02.10.89	294
PEROU Il faut sauver Hugo Blanco ! <i>INPRECOR</i>	20.02.89	282
Congrès de la Gauche unie <i>AMAUTA</i>	20.03.89	284

Hugo Blanco est libéré <i>Pepe MEJIA</i>	20.03.89	284
La catastrophe imminente... Interview d' <i>Hugo BLANCO</i>	04.09.89	292
PHILIPPINES Plus la moindre illusion sur Aquino Interview de <i>ZENAIDA UY</i>	23.01.89	280
Contre-insurrection, terreur et démocratie <i>Paul PETITJEAN</i>	27.11.89	298
Les sueurs froides d'Aquino <i>Paul PETITJEAN</i>	11.12.89	299
POLOGNE Infirmières de tous les pays... (B)	23.01.89	280
Autour de la table ronde <i>Cyril SMUGA</i>	06.03.89	283
La nouvelle gauche polonaise <i>Joseph PINIOR</i>	06.03.89	283
Le PPS-RD dans les entreprises Interview de <i>Czeslaw BOROWCZYK</i>	06.03.89	283



Double saut dans l'inconnu <i>Cyril SMUGA</i>	01.05.89	287
« La Pologne a tourné une page » Interview de <i>Lech WALESA</i>	01.05.89	287
Victoire encombrante pour Solidarité <i>Cyril SMUGA</i>	12.06.89	290
« Rien ne sera plus comme avant » <i>Adam MICHNIK</i>	12.06.89	290
« Les moines adopteront-ils les bébés abandonnés ? » <i>Zbigniew KOWALEWSKI</i>	12.06.89	290
Les conséquences d'une faillite historique <i>Cyril SMUGA</i>	04.09.89	292
« Les caisses sont vides » <i>Cyril SMUGA</i>	04.09.89	292

Entre démocratisation et austérité <i>Cyril SMUGA</i>	02.10.89	294	Immobilisme et orthodoxie <i>Colin MEADE</i>	01.05.89	287
Mazowiecki vu par sa base <i>Cyril SMUGA</i>	02.10.89	294	« <i>Un syndicat des employés</i> » Entretien avec <i>Petr UHL</i>	16.10.89	295
La société n'a pas pris le pouvoir <i>DOCUMENT</i>	02.10.89	294	La revanche de l'Histoire Interview de <i>Petr UHL</i>	27.11.89	298
PORTUGAL			La vie est ici ! <i>Claude DEVILLIERS</i>	11.12.89	299
Le congrès du Parti communiste <i>Francisco LOUÇA</i>	09.01.89	279	« <i>Ce que nous voulons</i> » <i>DOCUMENT</i>	11.12.89	299
Congrès du PSR (B)	09.01.89	279	Thèses de l'Alternative de gauche <i>DOCUMENT</i>	11.12.89	299
Indignation unanime après le meurtre de Zé <i>Francisco LOUÇA</i>	13.11.89	297	Havel président ? Interview de <i>Vaclav HAVEL</i>	11.12.89	299
Zé de MESSA <i>Francisco LOUÇA</i>	13.11.89	297	« <i>Un petit pays lointain dont nous ne connaissons rien</i> » <i>Colin MEADE</i>	11.12.89	299
Alliance PC-PSR pour les élections (B)	13.11.89	297	THEOLOGIE DE LA LIBERATION		
"Vive la vie !" (B)	11.12.89	299	Les communautés chrétiennes de base Interview de <i>Enrique RAMIREZ</i>	06.02.89	281
IVe INTERNATIONALE			Le point de vue des militaires <i>DOCUMENT</i>	06.02.89	281
Les réformes en URSS <i>DOCUMENT</i>	06.03.89	283	TUNISIE		
Elections européennes (B)	03.07.89	291	Les élections se suivent... mais ! <i>Mongi KOUKA</i>	01.05.89	287
Parution d' <i>Inprecor</i> Amérique latine (B)	30.09.89	296	TURQUIE		
REPUBLIQUE DOMINICAINE			Saisie de Yenyol (B)	09.01.89	279
Une grève générale sans lendemain (B)	30.09.89	296	Féminisme et islamisme <i>Sedef ÖZTÜRK</i>	20.03.89	284
SENEGAL			Réécrire l'islam au féminin <i>DOCUMENT</i>	20.03.89	284
Grève à l'université de Dakar (B)	03.04.89	285	L'impasse des islamistes <i>Sedef ÖZTÜRK</i>	20.03.89	284
Le régime de plus en plus isolé (B)	17.04.89	286	Özal chancelle <i>Fuat ORCUN</i>	29.05.89	289
SRI-LANKA			Décès de deux grévistes de la faim Interview de <i>Nevzat HELVACI</i>	18.09.89	293
Colvin R. De Silva est mort (B)	17.04.89	286	UNION SOVIETIQUE		
SUEDE			L'agence Novosti retourne sa veste <i>Ernest MANDEL</i>	09.01.89	279
Une petite ville bien tranquille <i>Marianne HJORT</i>	06.02.89	281	Le trotskysme moderne, idéologie et pratique <i>DOCUMENT</i>	09.01.89	279
SUISSE			Sur les Fronts populaire baltes <i>Boris KAGARLITSKY</i>	06.03.89	283
Symposium contre le travail de nuit (B)	15.05.89	288	Pour un débat sur la question nationale en URSS <i>Catherine VERLA</i>	06.03.89	283
« <i>Il faut immoler la vache sacrée</i> » <i>Sophie MASSOURI</i>	13.11.89	297			
Pour une Suisse sans armée Interview de <i>Gisèle HURLIMAN</i>	13.11.89	297			
TCHÉCOSLOVAQUIE					
La démocratie pour tous Manifeste du HOS <i>DOCUMENT</i>	06.03.89	283			
La démocratie pour quelques-uns Critique du manifeste du HOS <i>Petr UHL</i>	06.03.89	283			

Le programme du Front populaire en Estonie <i>DOCUMENT</i>	06.03.89	283
Montée des conflits du travail <i>David SEPPO</i>	06.03.89	283
Des aveux de taille (B)	20.03.89	284
Les urnes débordent <i>Ernest MANDEL</i>	03.04.89	285



« Une procédure anti-démocratique » <i>DOCUMENT</i>	03.04.89	285
« La politique, ce n'est pas pour les femmes... » <i>DOCUMENT</i>	03.04.89	285
«Vox populi, vox dei ! » <i>Andrèi NOUIKINE</i>	03.04.89	285
Massacre en Géorgie <i>Gerry FOLEY</i>	15.05.89	288
« Etre père à temps plein » Entretien avec <i>Olga VORONINA</i>	15.05.89	288
Un tournant mineur ? <i>Charles-André UDRY</i>	04.09.89	292
<i>Perestroïka</i> et emploi <i>David SEPPO</i>	04.09.89	292
La grève des mineurs à la loupe <i>David SEPPO</i>	18.09.89	293
La question nationale en URSS <i>Catherine VERLA</i>	30.09.89	296
L'essor du mouvement populaire ukrainien <i>Jaroslav KOSHIW</i>	30.09.89	296

Le mouvement ukrainien face à ses tâches historiques <i>Zbigniew KOWALESKI</i>	30.09.89	296
Programme du ROUK <i>DOCUMENT</i>	30.09.89	296
Menaces de guerre au Caucase <i>Gerry FOLEY</i>	30.09.89	296
Un tournant pour les syndicats soviétiques <i>David SEPPO</i>	30.09.89	296
Mère Teresa au pays des soviets <i>Konstantin KHARCHEV</i>	13.11.89	297
Programme du Front populaire letton <i>DOCUMENT</i>	13.11.89	297
UNION SOVIETIQUE/CHINE 30 ans de brouille <i>Livio MAITAN</i>	29.05.89	289
Le conflit sino-soviétique dans le texte <i>DOCUMENT</i>	29.05.89	289
URUGUAY Référendum : le jaune l'emporte <i>Luis ALONSO</i>	15.05.89	288
Une défaite pour le mouvement populaire <i>DOCUMENT</i>	15.05.89	288
Hommage à Raul Sendic <i>Jeannette HABEL et Michael LOWY</i>	15.05.89	288
Raul se bat pour la vie <i>Eleuterio HUIDOBRO</i>	15.05.89	288
Le dernier article de Raul Sendic <i>Raul SENDIC</i>	15.05.89	288
VENEZUELA Le "modèle social-démocrate" <i>Sergio CABRERA</i>	03.04.89	285
VIETNAM Réhabilitez Tha Tu Thau (B)	06.02.89	281
YOUgoslavIE L'étrange mort de la Yougoslavie de Tito <i>Michele LEE</i>	06.03.89	283
Le système remis en cause <i>Catherine VERLA</i>	03.04.89	285
La lutte des mineurs du Kosovo <i>Nina JERKIC</i>	03.04.89	285
ZIMBABWE La fin des illusions <i>John WEBSTER</i>	09.01.89	279





brochure de notre
Mandel sur les
us à l'Est.
bibliothèque La Brèche
5 011 Paris).
mandat à Inprecor,
93 108 Montreuil.

dant ce congrès, les travailleurs de notre pays vont formuler leurs exigences et proposer leurs délégués, leurs représentants pour un mouvement de réformes plus large. Tout dépendra des positions qui vont se clarifier au fur et à mesure de la discussion, notamment autour de ce congrès.

La date des élections nous semble beaucoup trop proche, mais il faut faire avec. Il semble de toute façon exclu que la Gauche unie se présente en tant que parti dans ces élections. En plus, avec la rapidité du développement des événements en RDA, il ne paraît pas du tout réaliste de faire un pronostic quant au résultat de ces élections.

Rainard WEISSHUNN :

Chez nous, les opinions sur cette question sont aussi divisées qu'au sein de la Gauche unie. Ce qui sera décisif sera la nouvelle loi électorale qui définira les modalités pour se présenter à ces élections. Certains membres du Nfm exigent une loi électorale qui ne donne la possibilité de se présenter aux élections qu'aux partis politiques. Il s'agit d'éviter que le prétendu "mouvement de masse" autour du Parti socialiste unifié (SED, au pouvoir) puisse se présenter aux élections. Si cette opinion assez répandue s'avère majoritaire, cela voudrait dire que même le Nfm ne pourra pas se présenter aux élections. Cette contradiction soulève aussi pas mal de discussions au sein du Nouveau forum. Il est possible qu'une partie du Nfm décide de se constituer en parti politique. En revanche, une autre aile du Nfm, dont je fais partie, soutient le droit des regroupements non-traditionnels qui ne forment pas des structures hiérarchiques de type parti politique, à se présenter aux élections.

Herbert MISSLITZ : Si seuls les partis politiques ont le droit de présenter des candidats aux élections, cela voudra également dire par exemple, que le mouvement autonome des femmes, les syndicats ou les autres initiatives larges ne pourront pas se présenter aux élections.

■ **Y a-t-il des discussions sur la possibilité de constituer une sorte de front commun de l'opposition face au SED ?**

Herbert MISSLITZ : Déjà le 4 octobre dernier, une rencontre de différents groupes oppositionnels a lancé une déclaration commune, soulignant la possibilité d'un front commun aux élections. A l'époque, cette déclaration avait reçu un accueil favorable. Ceci dit, depuis, énormément de choses se sont passées dans notre pays. Aujourd'hui, un processus de différenciation s'est ef-

fectué au sein de l'opposition. Et les divergences vont se clarifier davantage dans les semaines à venir. Je vois mal comment des positions socialistes pourront se mettre d'accord avec les positions du Renouveau démocratique, ou les celles du Parti libéral. Une réunion du Nfm va bientôt trancher sur cette question.

Cependant, je pense qu'on pourrait trouver une position commune, au moins entre la GU, le Nfm, l'Initiative pour la paix et les droits démocratiques, etc. Il est clair qu'il ne s'agit pas de partis politiques, ce qui soulève à nouveau le problème que nous avons évoqué ci-dessus.

Rainard WEISSHUNN : La déclaration commune dont parle Herbert a été faite à un moment où il s'agissait encore d'arracher les droits démocratiques minimes. Aujourd'hui, nous avons déjà obtenus ces droits en pratique, même s'ils ne sont pas encore codifiés par une loi. Les conditions pour un éventuel front commun ont donc changé. Les différenciations au sein de l'opposition sont désormais beaucoup plus avancés. Cela

concerne aussi la discussion sur la forme que doit prendre l'activité politique : mouvements et initiatives de base ou partis politiques ?

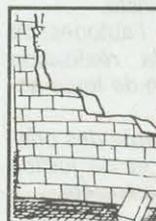
Cependant, j'espère toujours qu'il sera possible d'établir une attitude commune de l'opposition face aux partis établis. C'est en tout cas nécessaire. Si des partis comme Renouveau démocratique ou le Parti social-démocrate (SPD) ne veulent pas participer à un tel front, il doit être au moins possible de publier une déclaration commune des différents mouvements. Cela ne pourra bien entendu avoir une influence directe sur le résultat des élections que s'il est possible aux groupes qui ne sont pas constitués en partis politiques de présenter également des candidats. Sinon, il faudrait prendre position en fonction des partis qui se présenteraient et il n'est pas du tout évident que nous soutiendrions l'un de ceux-là. ■

Propos recueillis
par Erdal Tan,
le 11 décembre 1989

Fondation difficile

300 PERSONNES, dont près de la moitié étaient des invités étrangers, ont participé, les 25 et 26 novembre derniers, à Berlin, à la première rencontre de l'Initiative pour une Gauche unie. C'était la première rencontre nationale des groupes locaux et régionaux et de différentes tendances, de Berlin, Dresde, Leipzig et Rostock. Elle était convoquée par un conseil de porte-parole où les différents groupes sont représentés par des délégués. Etaient représentés : des marxistes indépendants, l'Eglise de base, les membres de gauche du Parti socialiste unifié (SED, le parti communiste est-allemand) et des autonomes.

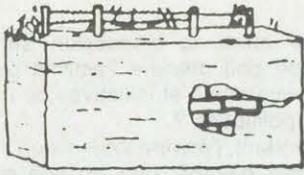
Angela KLEIN



EN INTRODUCTION à la rencontre, un représentant du conseil des porte-parole a présenté "le projet pour une Gauche unie" qui veut rassembler tous ceux qui luttent pour un socialisme de la liberté et de la démocratie, dans le combat conceptuel pour l'avenir de la RDA. S'adressant aux « gens de gauche, organisés dans le SED, aux indépendants, ou membres de groupes indépendants », il a déclaré : « Il est clair que certaines conceptions vont en partie diverger, mais il s'agit avant tout d'apprendre à se connaître. On ne doit pas craindre que le consensus ne soit peut-être que très minimal au départ. C'est là notre force : qu'une Gauche unie offre un espace à toutes les tendances qui se reconnaissent dans le socialisme, et aide à rendre publiques toutes les voix qui font des propositions pour s'en rapprocher.

« Dans cette mesure, le débat conceptuel est prioritaire sur les questions organisationnelles. Mais nous aspirons à une coopération permanente et structurée ».

Certains des participants espéraient



qu'il serait possible de créer une organisation dès ce week-end. Mais les conditions n'étaient pas réunies. Selon la méthode de travail habituel, la discussion a surtout porté sur des questions théoriques.

Dans la commission "économie", on a discuté des formes d'arrangement entre entreprises autogérées et intérêts sociaux ; de l'autogestion des entreprises (avec, y compris, une prise en compte du modèle yougoslave) ; des possibilités de la participation sociale ; de la contribution à la recherche d'une solution concernant des problèmes globaux ; de l'attitude par rapport aux syndicats et par rapport à l'initiative pour un syndicat indépendant.

Dans la commission "politique", le débat s'est concentré sur l'attitude par rapport au gouvernement de Modrow et sur l'élaboration de modèles de démocratie populaire basée sur des soviets, comme alternative à long terme, mais pas comme le contraire direct, c'est-à-dire un retour à un parlementarisme bourgeois.

Le consensus minimal

La base commune de tous les groupes représentés était les cinq points de la "Plate-forme de Böhlen" (voir *Inprecor* numéro 296 du 30 octobre 1989) :

« 1) Prédominance de la propriété collective des moyens de production comme base hégémonique, et perspective de la socialisation socialiste.

2) Développement de l'autogestion des producteurs dans la réalisation d'une véritable socialisation de toute activité économique.

3) Application conséquente des principes de sécurité sociale et de justice pour tous les membres de la société.

4) Démocratie politique, statut d'un Etat constitutionnel, réalisation conséquente des Droits des hommes indivisibles, et développement libre de la personnalité de chaque membre de la société.

5) Reconstruction écologique de la société. »

A ces points en a été ajouté un sixième : « Tous ces principes sont valables à l'échelle mondiale ».

Sur cette base, les participants ont essayé de développer un concept pour un ordre économique socialiste qui permette à tout le monde de s'identifier à nouveau avec la RDA en tant qu'Etat, sur une base non capitaliste, mais aussi non bureaucratique.

Leur point de départ a trouvé son expression dans le mot d'ordre de la rencontre : "Autogestion au lieu de liquidation". Les participants considèrent que la

liquidation de la RDA ne peut être évitée que si l'auto-détermination des travailleurs et l'autogestion de la production sont réalisées à grande échelle. En raison de pressions extérieures (de l'impérialisme ouest-allemand) et intérieures (manque de capital), l'extension des mécanismes de marché est considérée comme inévitable. Il ne peut être question de se couper du marché mondial, car la RDA est déjà trop intégrée dans la division internationale du travail.

Un tel détachement ne serait possible qu'en "reconstruisant" le mur. Les participants estiment que le point de départ pour un ordre économique socialiste passe par la création de rapports de production qui permettent enfin aux producteurs de gérer l'économie. Ce point de vue est en contradiction explicite avec les tendances réformistes du SED (et bien entendu des partis du bloc) qui souhaitent "transférer tout le pouvoir aux directeurs des combinats".

"Offensive des lilas"

Au niveau politique, la discussion a porté sur la caractérisation du gouvernement Modrow : s'agit-il de « la vieille merde avec d'autres vêtements » [littéralement] ou doit-on soutenir la revendication de nouvelles élections pour le Parlement. Beaucoup d'autres questions ont été soulevées : la transformation écologique (avec une controverse véhémement sur la possibilité d'abandon immédiat de l'énergie nucléaire), l'informatique, etc.

Le groupe féministe "Offensive des lilas" a exposé ses thèses sur le patriarcat, en soulignant que l'oppression des femmes n'avait pas uniquement des raisons de classe. Le groupe féministe a expliqué sa présence à cette rencontre de la Gauche unie en précisant que « la Gauche unie est la seule organisation qui s'occupe de l'oppression des femmes dans son programme ».

Finalement, le débat au sujet des structures s'est cristallisé sur la nécessité d'une collaboration plus étroite autour d'un comité de rédaction pour l'édition d'un journal et d'un bureau d'information pour l'échange des groupes régionaux, et autonomes.

Sur ce point, une majorité des deux tiers s'est dégagée. Mais, afin d'éviter une scission, la réunion a décidé de ne pas appliquer cette décision.

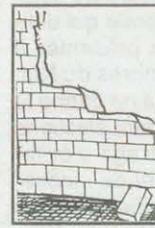
Ainsi, la Gauche unie est restée une simple initiative, ceux qui voulaient aller plus loin ont décidé de se regrouper en son sein pour mieux se coordonner. Le conseil des porte-parole a finalement présenté quelques propositions : L'installation d'un groupe de la "table ronde" ; une manifestation à l'occasion de la visite du chancelier ouest-allemand Kohl, le 19 décembre à Berlin, et des actions à l'occasion de l'anniversaire de l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, en janvier prochain. ■

Soz, 7 décembre 1989

Une économie délabrée

L'ECONOMIE de la République démocratique allemande (RDA) est en état de crise ouverte. Cette situation dramatique a certainement été décisive dans l'éclatement de la crise politique, et elle l'est encore.

Winfried WOLF



TOUS CEUX qui ont dit, comme nous (voir *Inprecor* numéro 296 du 30 octobre 1989), que l'économie est-allemande était "relativement en bon état" ont eu tort, même si c'était vrai en comparaison avec celle des autres

pays du COMECON.

En revanche, il est juste de dire que toute l'économie des pays du COMECON est traversée par une crise profonde qui s'approfondit et qui menace d'éclater encore plus brutalement, notamment en Tchécoslovaquie.

De plus, l'état réel de ces économies, et surtout de celle de RDA, a été dissimulé avec un relatif succès. A ce camouflage s'ajoute la collaboration des institutions officielles de l'Ouest — et surtout de la République fédérale allemande (RFA) — avec celles de RDA. En général, l'économie de RDA montre le tableau suivant :

— L'économie a connu, jusqu'à la fin des années 60, une période de croissance relativement accélérée où elle pouvait se vanter de posséder des branches d'industrie souvent compétitives au niveau du marché mondial.

— Cette croissance résultait en grande partie de la faible consommation, donc, en parallèle, le niveau de vie ne suivait pas cette croissance. La comparaison permanente avec la RFA et l'absence de compensation de cette grande différence par d'autres "valeurs" (comme par exemple la démocratie directe, etc.) a abouti au mouvement bien connu des fuites vers l'Ouest. Cela a eu des coûts très importants pour la société : officiellement, 130 milliards de marks de l'Est en 1961. Après la construction du mur, cela s'est traduit par une pression pour une consommation accrue.

— L'ère Honecker, dès le début des années 70, a amené un tournant économique dont le but était de faire taire le peuple par une extension de la consommation et par un niveau de vie plus élevé, en guise d'ersatz à la satisfactions des besoins de démocratie.

Ainsi, déjà le premier plan quinquennal, sous Honecker, prévoyait une forte baisse du taux de croissance de la production industrielle et des investissements, et une montée correspondante de la production des biens de consommation.

Selon les statistiques officielles de RDA, les investissements pour l'industrie minière, l'énergie et l'industrie de transformation ont doublé entre 1960 et 1970 (passant de 10 milliards de marks en 1960, à 21 milliards en 1970), et ont encore augmenté de 50 % en 1980 (34 milliards de marks). En revanche, ils ont peu augmenté depuis (34 milliards de marks en 1986).

— Une telle orientation signifiait une augmentation des tendances de crise, dans les conditions d'un attachement à l'économie planifiée, rigide, hyper-centralisée et non démocratique.

D'autant plus que la reproduction du fond de base des moyens de production était menacée dans l'industrie centrale. D'après des informations officielles, l'accumulation (investissements nets et investissements complémentaires pour de nouveaux moyens de production) mesurée comme pourcentage du revenu national, a été de 29 % en 1970, et de 28 % en 1976 (taux les plus élevés). Depuis, ce pourcentage a continuellement décliné : pour 1986 on l'évalue à 21,6 %. En relation avec cela, le pourcentage de la consommation a augmenté.

— Ce phénomène devait s'aggraver à partir du milieu des années 70, et s'accélérer à partir de 1984 à cause de la hausse des prix des matières premières et surtout à cause de l'augmentation des importations de matières premières en provenance d'Union soviétique. Leurs prix sont liés à l'évolution du marché mondial, même si le mécanisme élaboré pour les déterminer dans le plan prévoit des fluctuations dues à la conjoncture.

Finalement, le tout s'est combiné, au milieu des années 70, avec les tendances de crise dans le monde capitaliste et avec la concurrence accentuée sur le marché mondial.

La crise de l'économie est-allemande s'est aggravée avec de plus grandes difficultés à trouver des débouchés "suffisants" à l'Ouest, où l'augmentation de la productivité a été accélérée par la nécessité d'être compétitifs et par le chômage de masse (vague de rationalisation et d'automatisation, flexibilité croissante de la force de travail, etc.). Paradoxalement, les apparitions d'un relâchement dans la sphère du COMECON ont accéléré l'orientation de la RDA vers le marché mondial.

Les prix élevés des importations d'énergie soviétique ont amené la RDA à essayer de vendre plus de produits éla-

borés (produits chimiques en particulier) à l'Occident. La décision de l'URSS de s'appuyer prioritairement sur des produits électroniques (contacts avec Siemens) signifiait pour le trust est-allemand Robotron (le plus grand du COMECON), qu'il devait s'insérer plus rapidement dans le marché mondial.

Le processus de crise

Il apparaît donc un processus de crise où les anciens avantages provenant du lien avec le COMECON se transforment en désavantages. Le gouvernement Modrow et son nouveau ministre de l'Economie, Christa Luft, n'ont avoué qu'une petite partie de cette situation désastreuse. Quelle ironie ou quelle prudence délibérée : pour la première fois, une femme accède à une position centrale dans cette société gérontocratique machiste : Christa Luft. Et c'est elle qui doit maintenant faire l'aveu public d'insolvabilité du régime et demander



des sacrifices à la classe ouvrière (la même tâche ingrate incombe aussi au président de la fédération syndicale, FDGB).

Si on prend en compte, dans leur ensemble, les tendances inflationnistes, le taux de croissance économique des cinq dernières années montre très clairement que l'économie de la RDA stagne.

L'orientation d'augmentation ou de maintien permanent du niveau de consommation, dans les conditions données par la structure de commandement bureaucratique déjà plusieurs fois décrite, a eu pour conséquence une mauvaise utilisation de la nature et du fond décisif des moyens de production dans la grande industrie.

Le manque de reproduction du capital et la modernisation insuffisante, ont imposé à la société des coûts de plus en plus élevés de réparation (résultat d'une baisse de qualité de la production) et un accroissement des pertes de recettes à l'exportation (renvoi ou refus des exportations de la RDA par les pays importateurs, notamment l'URSS, ou vente forcée à des prix inférieurs aux coûts en raison de la mauvaise qualité des marchandises).

Parallèlement, afin de garder la

consommation à un niveau relativement élevé, on a négligé des investissements nécessaires à l'infrastructure.

Dans les années 80, par exemple, la production de wagons pour le transport des personnes et des marchandises a fortement baissé (6 420 wagons en 1981 contre 4 522 en 1986) or le transport ferroviaire reste décisif en RDA : le trafic de marchandises par voie ferrée est quatre fois plus élevé que par la route.

Le maintien du statu quo et la stagnation ne peuvent plus être cachés : l'endettement intérieur et extérieur de la RDA s'accroît de manière relative et absolue.

Plus endetté que la Pologne

Il y a quelques semaines, Wolfgang Wolf et Thomas Ulein, deux des membres de la Gauche unie, écrivaient dans un article que : « La RDA pourrait — à la différence de la Pologne — limiter à temps les conséquences catastrophiques de l'orientation des pays socialistes vers l'économie extérieure, qui misaient, avant 1974/75, sur une augmentation des importations de technologies occidentales partiellement financées par des crédits ».

Cela est démenti par de nouvelles informations selon lesquelles l'endettement extérieur de la RDA à l'égard de l'Occident serait deux fois plus élevé que ce qui a été déclaré jusqu'à présent, soit à peu près 21 milliards de dollars.

Les contreparties proposées par la RDA en échange des crédits occidentaux se sont révélées fictives et, au fond, inacceptables (par exemple, les propositions de crédits ou de livraison de marchandises à la République du Viêt-nam ou à l'Afghanistan).

Si ces chiffres étaient vrais — et, jusqu'à présent, c'est toujours le pire qui s'est avéré vrai — la RDA serait plus fortement endettée par habitant que la Pologne, qui était considérée comme le détenteur du record jusqu'à présent.

De plus, il faut ajouter un immense endettement intérieur de la RDA qui résulte surtout de la construction des logements financée à crédit. Dans un premier communiqué, le nouveau ministre des Finances de RDA, Ernst Höfner, dit que la dette intérieure de la RDA atteint environ 130 milliards de marks de l'Est, dont 55 milliards proviennent de la construction de logements financés à crédit.

Même l'agence de presse est-allemande ADM a remarqué "l'étonnement incrédule" des députés du Parlement est-allemand quand on leur a présenté ces chiffres le 12 mars dernier. Si l'on tire un bilan des faits présentés sur l'économie de la RDA, on trouve un parallèle étonnant. Les dirigeants de RDA conduisent leur économie vers le marasme avec la même méthode que le gouvernement polonais, dans les années 70, sous Gierek. ■

A l'aube du parlementarisme

CHOSE NOUVELLE pour les Hongrois, c'est désormais vers le parlement qu'ils regardent pour connaître leur avenir. Depuis l'introduction du multipartisme et l'auto-transformation du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH), ancien parti d'Etat, en Parti socialiste hongrois (PSH) (1), le pouvoir s'est en effet déplacé le long du Danube, depuis la "Maison blanche", siège du Parti, vers le parlement.

Imre UTAZO



LA NOUVELLE direction du PSH, autour d'Imre Poszgay, accélère la transition vers la "démocratie parlementaire" et la libéralisation économique, coupant ainsi souvent l'herbe sous le pied de l'opposition. C'est ainsi qu'au congrès du Forum démocratique hongrois (MDF), principale organisation de l'opposition, alliant une aile chrétienne-démocrate et une aile social-démocrate, on envisageait sérieusement une alliance avec le nouveau PSH « afin de réaliser une transition calme mais ferme vers la démocratisation ». Ce congrès a décidé, par ailleurs, de présenter Lajos Für à l'élection présidentielle.

Historien célèbre chez ces pairs, Für est inconnu du large public et semble bien être un candidat "sacrifié" pour permettre l'élection de Poszgay et ouvrir la voie à un accord entre les deux partis. Un schéma du type Poszgay président et majorité MDF à la future assemblée semble être l'option la plus discutée aujourd'hui à Budapest. Mais les électeurs, sevrés d'expression politique depuis des décennies pourraient bien créer la surprise...

Si Imre Poszgay part favori dans les sondages, il a un point faible : son appartenance au PSH, donc son passé au sein du PSOH. La suppression de tous les attributs issus, non seulement du stalinisme mais encore de toute la tradition communiste (étoiles rouges, faucille et marteau, etc.), ou la demande d'adhésion à l'Internationale socialiste n'ont, jusqu'à présent, pas convaincu les Hongrois qui votent majoritairement pour le MDF aux élections partielles. Et, loin des 300 000 militants attendus lors du congrès, le PSH ne compte aujourd'hui qu'entre 15 et 20 000 membres et espère que la campagne présidentielle fera augmenter ce chiffre. Les 85 % de mandats du congrès en faveur de la transformation du PSH n'ont pas empêché les

hésitations des militants qui doivent adhérer au nouveau parti mais qui doutent de son avenir réel, en particulier les permanents et fonctionnaires qui attendent de savoir de quel côté le vent va tourner.

D'autant plus que l'on se dirige vers une double renaissance du vieux PSOH, l'une autour des ultra-conservateurs menés par Robert Ribanszki, l'ancien secrétaire de Kadar, l'autre autour des communistes conservateurs, avec Karoly Grosz, ex-secrétaire général du PSOH. Les premiers, en s'alliant avec les autres petits regroupements stalinien (Parti marxiste léniniste ouvrier, Parti ouvrier uni, Parti populaire démocratique de l'unité) peuvent espérer 10 000 membres ; Grosz, quant à lui, espère 100 000 adhérents. Le bilan n'en reste pas moins que la possibilité de regrouper les 720 000 membres de l'ancien parti est désormais une illusion.

Le 26 novembre, le référendum obtenu par l'opposition d'orientation néolibérale à la Thatcher (Alliance des démocrates libres, SzDSz ; Fédération des jeunes démocrates, FIDESz ; Parti social-démocrate ; Parti indépendant des petits propriétaires), qui a recueilli les 100 000 signatures nécessaires, a été

une première réponse. Il comportait quatre questions :

1- Les Hongrois veulent-ils élire un chef de l'Etat avant les élections législatives, et ce au suffrage universel, ou préfèrent-ils le faire après et, dans ce cas, le président sera élu par le nouveau parlement ?

2- Sont-ils d'accord pour que le Parti quitte les lieux de travail ?

3- Pour qu'il publie la liste de ses biens et propriétés ?

4- Pour que la milice ouvrière (l'ancienne garde du Parti) soit dissoute ?

Seule la première question avait une réelle importance, les trois autres étant d'ores et déjà tranchées dans les faits. Mais nourrir l'anti-communisme ambiant a été électoralement payant pour la droite radicale qui veut accélérer le processus pour déjouer les plans du PSH. Le grand perdant de cette consultation a été le MDF qui avait appelé à l'abstention : malgré l'aspect tacticien du problème posé, 58 % de Hongrois ont participé à la consultation électorale.

Rupture avec l'ancien appareil

La courte victoire (51 %) des opposants à l'élection du président au suffrage universel montre que si Poszgay est très populaire, les électeurs ont la volonté de rompre avec l'ancien appareil. Ce vote n'exprime pas un soutien ouvert aux positions de la droite, pas plus que les 49 % de oui ne représentent un soutien au PSH. L'opposition de droite a ralenti la concrétisation d'une évolution "réformiste" gérée par le PSH et le MDF. Mais ses propres plans pourraient à leur tour être déjoués par la riposte ouvrière aux premières mesures économiques du gouvernement.

La situation économique hongroise est tout aussi confuse que la situation politique. L'ouverture aux capitaux étrangers, encouragée au plus haut niveau du gouvernement, les accords avec le Fonds monétaire international (FMI) pour le règlement de la dette, ont des conséquences qui risquent de perturber ces schémas. Les premières mesures prises sont, en effet, tournées contre les travailleurs et les couches les plus défavorisées. La récente décision de limiter à 50 dollars environ l'allocation de devise annuelle, au nom de la réduction du déficit de la balance des paiements, est reçue comme une profonde inégalité car elle vise les couches de la population n'ayant pas accès au marché noir des devises.

L'introduction massive de capitaux étrangers dans l'économie hongroise s'accélère. On a même vu le magnat de la presse britannique, Robert Maxwell, prendre une participation de 40 % dans l'ancien quotidien du gouvernement hongrois *Magyar Hirlap* ! Son adversaire en affaire, Rupert Murdoch, pour faire



(1) Voir *Inprecor* numéro 295 du 16 octobre 1989.

bonne mesure s'intéresse, lui, à l'hebdomadaire *Reform*, proche du MDF.

Mais c'est dans l'industrie que cette pénétration étrangère se fait le plus sentir. Colloques et réunions se multiplient ; les investisseurs étrangers sont choyés et se voient proposer les morceaux de choix de l'économie hongroise. Les promesses d'intéressement des salariés des entreprises concernées se sont traduites, au mieux, par l'octroi de quelques miettes. La réponse ouvrière a été la création de conseils ouvriers qui posent le problème de la propriété de l'entreprise.

Le grain de sable

On assiste depuis quelques semaines à la création de conseils ouvriers dans un certain nombre d'entreprises. Les premiers conseils se sont formés à l'initiative du SzDSz, comme dans l'usine de porcelaine de Herend, où cette organisation a initié un conseil ouvrier pour la vente de l'entreprise à des capitaux étrangers. Puis le MDF, parallèlement à la création de son propre syndicat, Solidarité hongroise, a impulsé des conseils pour contourner les syndicats officiels. Devant l'aggravation de la situation économique, c'est désormais la gauche du PSH, regroupée dans la plate-forme "Démocratie populaire", qui encourage la création de conseils, réellement représentatifs et indépendants des dirigeants d'entreprises, se liant avec les équipes locales refusant les privatisations de leurs entreprises et les réductions d'effectifs qui en découlent.

Ce mouvement n'en est qu'à ses débuts et reste très confus quant au rôle réel que doivent se donner ces conseils : simples comités d'entreprises liés à la gestion, ou véritables organes d'auto-organisation des travailleurs. Mais, d'ores et déjà un congrès de coordination des conseils ouvriers est appelé à se réunir, début décembre, et tous les courants seront invités. Son but est la mise sur pied d'un Bureau de liaison permanent et d'une Fédération nationale des conseils ouvriers qui puisse imposer une loi sur la propriété, empêchant de "vendre le pays". Les contacts avec le syndicat officiel et les syndicats régionaux ou de branches sont pour l'instant difficiles, même si le syndicat de la métallurgie soutient la création de ces conseils.

Ce début d'organisation indépendante de la classe ouvrière, lié à l'apparition de syndicats indépendants dans certaines entreprises pourrait bien être le grain de sable dans les projets politiques en cours. Le PSH est traversé de plein fouet par ce débat : le clivage entre partisans de la libéralisation économique et artisans de l'"auto-gouvernement" va s'accroître. Les recompositions en cours subiront également le contre coup de ce phénomène. ■

11 novembre 1989

« La dernière chance de l'alternative socialiste »

TAMAS KRAUZ, animateur d'"Alternative gauche", regroupement favorable à l'auto-organisation, ainsi que de la tendance "Démocratie populaire" du Parti socialiste hongrois (PSH), a accepté de répondre à nos questions sur la situation actuelle en Hongrie, et dans les pays voisins. Alternative gauche (AG) est aujourd'hui partie prenante de l'émergence de conseils ouvriers en Hongrie. Analysant le gouvernement actuel comme « gouvernement du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Alliance des démocrates libres (SzDSz) », cette organisation appelle les organisations de masse à quitter la "table ronde" tripartite (Parti/opposition/organisations de masse) et à créer un forum permanent de la gauche, appuyant les conseils ouvriers.



INPRECOR : Pourrais-tu définir la nature et le rôle de l'Alternative gauche ?

Tamás KRAUZ : Pour le résumer en une phrase, il s'agit de gens qui s'organisent par le bas, qui sont intéressés par l'auto-gouvernement social, comme par exemple les conseils ouvriers. Nous appuyons les conseils du point de vue juridique, moral, politique et intellectuel. En outre, l'Alternative gauche est une tendance théorique et non un parti ; au contraire, c'est une organisation anti-parti. Les membres appartiennent à différents partis politiques, ou n'ont pas de parti. Ce qui nous unit, c'est que nous croyons en la possibilité d'un développement spontané de l'auto-organisation à la base de la société. Et donc nous préparons cela théoriquement. Et tant que cela ne devient pas indispensable, nous ne voulons pas intervenir dans les affaires des différents partis.

■ Quelle approche avez-vous de la situation économique actuelle de la Hongrie, en particulier du problème de la dette et des rapports avec le FMI ?

— L'ancien système kadariste a épuisé ses forces. Il s'est fermé sur sa gauche, il ne s'est jamais ouvert à la tendance ouvrière. C'est général dans les gouvernements d'origine stalinienne, on mélange démocratisation et libéralisme. Voilà le résultat actuel, une décomposition totale. Les structures se dissolvent et, à la place, arrivent des capitaux étrangers. Le gouvernement actuel sert

à restaurer le capitalisme, le tout sous couvert d'une idéologie restauratrice de démocratie-chrétienne ; il s'agit d'une croisade contre le communisme. Tous, y compris Poszgay, sont d'anciens staliens, et aujourd'hui, ils sont fiers d'être anti-communistes.

■ Tu parlais de restauration du capitalisme. Quelle est la situation actuelle ? De grosses entreprises, des secteurs clés de l'économie ont-ils été vendus aux capitaux étrangers ?

— Le capital étranger est en train de choisir les entreprises qui fonctionnent le mieux, et nous laisse ce qui marche le moins bien. De plus, en ce qui concerne le piège de la dette, toute l'économie hongroise est tenue par le FMI et les banques internationales. Actuellement, la gauche est divisée, elle se trouve sur le banc des accusés.

■ Pourrais-tu faire brièvement l'analyse des différentes forces en présence aujourd'hui ; ce que vous appelez la gauche, les forces conservatrices ou néo-libérales qui sont pour la restructuration du capitalisme.

— En Hongrie, ces forces ne peuvent pas se différencier en termes de partis politiques. Le Parti socialiste (PS) a aussi une tendance d'extrême droite qui réfléchit à une simple restauration bourgeoise. Cette restauration va être faite par le FMI. En même temps, le rassemblement des démocrates chrétiens (MDF) a aussi une section ouvrière proche de nous. Mais l'aile gauche garde les plus anciennes traditions conservatrices. En même, tous les partis sont an-

ti-communistes. C'est sur cette base qu'on peut gagner le pouvoir. Le SzDSz qui compte 6 000 personnes, comprend en fait les anciens marxistes. Evidemment, les marxistes renégats essaient de propager la théorie néo-libérale avec une énergie de néophyte. Ils ont aussi une minorité de gauche, socialiste "à la Mitterrand".

Le PSOH recréé a une branche stalinienne mais aussi une branche de gauche progressiste qui n'a pas adhéré au PSH à cause de l'aile droite du PSH.

Le petit Parti Octobre est très confus, à la fois radical de droite et radical de gauche. Ils sont violemment anti-communistes mais ils veulent aussi des conseils ouvriers. Sandor Racs (ancien responsable des conseils ouvriers de 1956 et candidat à la présidence) est un nationaliste d'extrême droite, très catholique. Beaucoup de ces anciens de 56 sont devenus violemment anti-communistes à cause des emprisonnements et tout ça. Aujourd'hui encore, ils ont du mal à représenter les intérêts des conseils ouvriers parce qu'ils ne sont pas compris par les jeunes. Les jeunes ne comprennent pas le langage de la haine. Le 23 octobre, devant le parlement, c'était devenu évident ; les jeunes ne comprennent pas le langage du nationalisme chrétien.

■ Quelle a été votre attitude lors du congrès du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) d'octobre ? Quelle analyse faites-vous de sa transformation en PSH, et du maintien d'un PSOH avec l'ancien appareil ?

— Il fallait rompre avec l'ancien parti d'Etat. Avant tout, cela voulait dire que nous devions rompre avec les forces conservatrices stalinienne ; c'est ce qui s'est passé au congrès. Notre but est de nous débarrasser également des libéraux. Pour cette raison, les forces anti-stalinienne de gauche ne veulent pas adhérer au nouveau parti. En même temps, les forces de droite ne veulent pas non plus y adhérer parce que la plate-forme "Démocratie populaire" dont je suis l'un des représentants, était majoritaire au congrès contre l'Union des réformateurs. Nous avons eu une très grande influence lors du congrès. Nous ne nous étions organisés que cinq jours avant le congrès ; les cercles réforma-

teurs étaient créés, eux, depuis un an. La gauche de l'Union des réformateurs est assez proche de nous. Personnellement, je crois que, dans un avenir proche, l'aile droite va quitter le PSH avec le chef du gouvernement.

Le PSOH recréé est un rassemblement des anciennes forces conservatrices stalinienne, bien qu'il y ait encore de vrais communistes en son sein. Il est très difficile pour eux de rompre avec les anciennes structures. Le nouveau PSH, partant des rapports de forces venus de

Hongrie mais une dictature parlementaire, parce qu'il n'y a pas encore de structures d'auto-gouvernement sur lesquelles le parlement pourrait s'appuyer. Le parlement actuel est encore à majorité PSOH ; il a voté pour que les partis politiques quittent les entreprises. Je suis contre cette décision. Cela va même à l'encontre de la démocratie bourgeoise. C'est une loi contre-révolutionnaire. Que pourra-t-on attendre de ce gouvernement quand il aura la majorité ? Il va y avoir une croisade anti-communiste et de nouveaux pas vers la restauration de la démocratie bourgeoise. Mais, il y aura également un accroissement du chômage et des contestations ouvrières. Cela va brouiller les cartes du FMI. Tous les projets faits par les bourgeois libéraux vont être bouleversés.

■ Cela signifie-t-il que vous allez rester sans position pour l'élection présidentielle ? Quel serait pour vous le meilleur candidat ?

— Imre Poszgay, qui est le candidat du PSH ; c'est le meilleur car il y a bien pire que lui, donc c'est notre choix.

■ Tu disais que la création d'organes d'auto-gouvernement dans les entreprises modifierait la situation politique. Où en est aujourd'hui la création de ces formes d'auto-organisation ? J'ai cru comprendre que vous envisagez un congrès des conseils ouvriers prochainement.

— Nous allons bientôt organiser une conférence rassemblant tous les conseils ouvriers, organisée par l'ensemble des partis politiques. Bien sûr, la plate-forme "Démocratie populaire" aura le plus grand poids dans l'organisation de ce projet. Il s'agit de regrouper les éléments les plus progressistes de l'ancien Parti, le noyau de la gauche anti-stalinienne du PSH, où la plate-forme d'Alternative gauche est entrée. Ces forces qui viendront donneront leur appui pour qu'existe un rassemblement le plus large possible de conseils ouvriers.

■ Quelles est la réalité de ces conseils ouvriers aujourd'hui ? Est-ce que cela c'est généralisé, ou cela reste-t-il encore très embryonnaire ?

— Cela existe sporadiquement aujourd'hui. Mais, selon moi, c'est la dernière chance de l'alternative socialiste.

■ La Hongrie appartient au Pacte de Varsovie et au COMECON. Sulfurez-vous de très près ce qui se passe dans les autres pays de l'Est ?

Ouvriers, employés d'entreprises, conseils d'entreprise !

Bientôt la loi de transformation entrera en vigueur. Voici la dernière possibilité, parce que si vous donnez vos entreprises aux capitaux nationaux ou étrangers, l'exploitation étatique actuelle s'élargira à l'exploitation capitaliste.

Prenez en main votre destin et la direction du pays !

Les ouvriers, ont toujours eu les capacités de prendre en main le fonctionnement de leurs entreprises, grâce à leur qualification et à leurs intérêts directs, puisqu'ils passent la moitié de leur vie à l'usine.

Songez aux exemples historiques d'auto-gouvernement ouvrier.

Il n'y a aucune gestion capitaliste ou étatique qui soit capable d'atteindre une efficacité et un résultat comparables à ceux des forces créatrices des collectivités ouvrières et de leurs intérêts matériels directs.

C'est la seule chose qui puisse vous sauver de l'asservissement, et également sortir le pays de la crise. Choisissez des dirigeants — qui dépendront de vous seuls — qui vous conviennent et qui défendront bien votre cause.

Le socialisme réel, et non stalinien, repose sur le développement de collectifs auto-organisés, auto-gouvernés, sur la solidarité et la collaboration.

La dictature des appareils c'est le stalinisme, l'auto-gouvernement des travailleurs, c'est le socialisme !

La démocratie économique est la voie du développement social.

Tout autre chemin ramène en arrière.

Auto-organisez vous ! Unissez-vous !

Tout le pouvoir économique aux travailleurs !

Tract diffusé par le Comité de politique économique de "Alternative gauche"
Budapest, 1er mai 1989

la base, et aussi pour des raisons tactiques, a renié d'anciens symboles : on a gardé le drapeau rouge mais on a rejeté l'étoile rouge pour la remplacer par un œillet rouge. Personnellement, je ne suis pas d'accord avec cela, mais on doit comprendre que le système kádàriste a tout à fait compromis ces symboles communistes traditionnels aux yeux de l'opinion publique.

■ Dans cette situation politique, comment vous situez-vous par rapport à la prochaine élection présidentielle ?

— Mon avis personnel est que les élections sont du "crétinisme parlementaire". Cela va amener au pouvoir une élite politique ou financière. Il n'y aura pas de "démocratie parlementaire" en

Oui, bien sûr. J'ai écrit un article très long dans le premier numéro d'*Eszmelet* (Eveil de conscience) pour parler de ce qui se passe en URSS, du phénomène Gorbatchev, etc. Il est possible qu'éclate une guerre civile entre nationalités, aujourd'hui en URSS, et même à l'intérieur des républiques. Ou alors qu'on assiste à une reprise du pouvoir par une dictature conservatrice. La dernière chance de la perestroïka et de la glasnost est que Gorbatchev s'unisse avec les forces révolutionnaires de l'appareil pour appuyer les grèves, comme celle des mineurs, contre les conservateurs.



En Pologne, entre les communistes et Solidarité, je ne vois pas de différences structurelles essentielles parce que l'auto-gouvernement ouvrier dérange Solidarité. Petit à petit, on peut s'attendre à un effacement parce que le FMI va diriger toute l'Europe de l'Est selon un processus de "latino-américanisation". Dans ce cadre prend également place la RDA. Les anciens pouvoirs staliens sont très compromis. Ils n'ont plus de légitimité. Ils renforcent de plus en plus la libéralisation pour ne pas laisser d'espace au mouvement ouvrier. C'est pourquoi, partout dans ces pays, les anciens PC vont s'effondrer et on assistera partout à la naissance de nouvelles gauches, d'un mouvement anti-libéral et anti-stalinien.

Tous les Partis communistes ont perdu les contacts étroits qu'ils avaient auparavant avec la classe ouvrière. C'est pourquoi existe un danger, à cause du mécontentement. Les dictatures staliennes ont très peu de possibilités en Europe de l'Est. Les anciens Partis n'ont plus de légitimité. Seule la restauration capitaliste pourrait arrêter ce tournant à gauche, c'est-à-dire une dictature militaire sans base de masse, comme en 1956.

■ **Dernière question : quel a été l'accueil de ton recueil de textes de Trotsky, Ici en Hongrie ?**

— Dans cette période de restauration nationale chrétienne, la littérature marxiste se voit progressivement marginalisée. Ceux qui sont marxistes sont contents du livre. Mais il n'a pas provoqué de débat. Certaines critiques ont été favorables. Mais l'opposition (SzDSz et Fédération des jeunes démocrates, FIDESz) hait le marxisme, le communisme et Trotsky.

Notre époque moderne, je la dénomme le "nouveau stalinisme sous un drapeau blanc", un stalinisme démocratique financé par le capitalisme international. ■

Budapest, 3 novembre 1989
Propos recueillis par
Imre Utazo



Ryzhkov contre les grèves

DANS UN DISCOURS télévisé du 15 octobre, le premier ministre Nicolas Ryzhkov a affirmé que les grèves de l'été 1989 (dont principalement la grève des mineurs) auraient causé une perte de trois milliards de roubles à l'économie soviétique. Mais il s'est bien gardé de comparer ce chiffre à celui des pertes causées par les interruptions fréquentes de production par suite de l'arrivée irrégulière des matières premières et des pièces détachées dans les entreprises, pertes dues à la gabegie de la gestion bureaucratique, pour laquelle les travailleurs n'ont aucune responsabilité. Ces pertes coûtent des dizaines de milliards de roubles par trimestre à l'économie soviétique. ■

Une défense chaleureuse de Trotsky

LA *KOMSOMOLSKAYA Pravda*, le quotidien des Jeunesses communistes, publie dans son supplément hebdomadaire numéro 33 d'août 1989 une interview avec l'historien de Leningrad V.I. Billik qui constitue une réhabilitation politique à 95 % du rôle joué par Trotsky dans le mouvement ouvrier russe avant et après la révolution d'Octobre. Les calomnies et légendes de la bureaucratie, qui avaient cours contre lui dans la période 1923-1927, et que les gorbatchévians ont en partie récupérées, après avoir fait table rase des calomnies staliennes, en vogue à partir des années 1930, y sont presque toutes rejetées. ■

La IVe Internationale à l'Est

SUR INVITATION du Parti socialiste polonais-Révolution démocratique (PPS/RD), Ernest Mandel a séjourné en Pologne à la mi-novembre. Le PPS/RD a organisé pour lui deux conférences publiques sur la IVe Internationale, l'une à l'Université de Wrocław, l'autre à l'Université de Varsovie. Il a aussi organisé, dans trois usines de Wrocław et de Katowice des réunions avec des comités syndicaux de *Solidarnosc*, et les con-

seils d'autogestion, sur l'issue favorable aux travailleurs de l'impasse dans laquelle la *Nomenklatura*, aujourd'hui en coalition avec la direction majoritaire de *Solidarnosc*, a fourvoyé l'économie polonaise.

Au cours de son séjour en Pologne, le camarade Ernest Mandel a pu parler à la radio de Wrocław et à la radio nationale, ainsi qu'à la télévision de Wrocław, de l'orientation politique de la IVe Internationale. Le texte de l'interview radiodiffusée est paru dans un hebdomadaire qui tire à près de 200 000 exemplaires, côte à côte avec une interview du camarade Jozef Piniór sur le PPS/RD.

Par ailleurs, *Ma Vie de Trotsky* a été publiée à 10 000 exemplaires en Hongrie, tandis que le *Freie Deutsche Junge* (du 15 novembre 1989), l'organe des Jeunesses communistes d'Allemagne de l'Est (Jungwelt), a publié une longue interview de notre camarade Ernest Mandel sur la IVe Internationale. ■

Un ouvrier contre les crimes de Staline

DEPUIS douze ans, l'ouvrier ajusteur Volodymir Pasternak de Dnepropetrovsk, en Ukraine, consacre ses loisirs à rassembler des pièces d'archives et des coupures de presse concernant les personnes persécutées par Staline et le GPU pendant la période 1934-1939. Selon le journal *News from Ukraine* (numéro 43, 1989), Pasternak a deux objectifs principaux : démontrer que des dirigeants de la fraction stalinienne, et le membre suppléant du Bureau politique du Comité central Eikhe, plus tard eux-mêmes victimes des purges, ont été responsables de l'exécution de nombreux innocents ; démontrer que de nombreux ouvriers, employés et paysans, ont, eux aussi, été exécutés.

Fait significatif : Pasternak a été convoqué par le KGB, au début de 1987, pas mal de temps après l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev. Il a été invité à remettre sa documentation aux autorités, « pour que nos ennemis ne puissent saisir ces faits négatifs et ne puissent les utiliser contre nous ». Il n'a pas donné suite à cette "recommandation". Rien ne lui est arrivé, mais jusqu'à aujourd'hui, on lui refuse l'accès aux archives. ■

**EN
BREF...**



PAYS BASQUE

Assassinat d'un député basque

DEUX DIRIGEANTS du Parti révolutionnaire nationaliste basque Herri Batasuna (HB, le Peuple uni) ont été la cible de tueurs dans l'hôtel Alcala de Madrid, le 20 novembre dernier. Josu Muguraza, a été tué d'une balle en pleine tête, et Iñaki Esnaola, grièvement blessé de quatre balles dans les poumons. Tous deux venaient d'être élus députés au parlement de l'Etat espagnol. L'attaque a eu lieu quelques heures avant que le groupe parlementaire d'HB prête serment et décide pour la première fois de participer à l'organe législatif central.

Dans son édition du 21 novembre, le quotidien madrilène *El País* remarquait que dans l'Etat espagnol, les balles de neuf millimètres employées par les assassins sont exclusivement utilisées par les militaires. L'opération ressemblait à d'autres attaques et assassinats pratiqués par une bande d'assassins, le Groupe anti-terroriste de libération (GAL), dont la justice a démontré qu'il était lié avec les services secrets de la police de l'Etat espagnol. Ce meurtre a causé un très vif un émoi au Pays basque, conduisant à des manifestations de rue et à une grève générale massive bien qu'inégalement suivie, le 22 novembre.

Les extraits suivants sont tirés de l'éditorial de *Zutik*, organe de la Ligue communiste basque (LKI, section basque de la IVe Internationale).

« Premièrement, nous sommes de plus en plus convaincus de l'implication de l'appareil d'Etat dans cet attentat. Les discussions entre le ministre de la Police, Corcuera, et les divers partis — sauf celui auquel appartenait Muguraza ! — confirment l'impression qu'ils ont quelque chose à cacher à l'opinion publique.

« La protection politique des auteurs du crime est évidente. Cette sale opération a visé à couper Herri Batasuna de la société. Et tous les partis du système, depuis la "gauche" jusqu'à la "droite", tous les médias, des "officiels" aux "indépendants", sont impliqués.

« L'attaque terroriste contre les élus d'HB, contre les représentants de 200 000 citoyens de ce pays, a créé une

fracture dans une bonne partie du discours du prétendu "bloc institutionnel" (voir *Inprecor* numéro 286 du 17 avril 1989). Malgré la perplexité des premiers instants, son orientation a consisté à serrer les rangs, à prévenir l'apparition de voix dissidentes, à essayer de rejeter la responsabilité morale sur HB, et à réduire la protestation de la rue et la grève.

« Quant aux réactions des partis et des institutions de l'Etat à l'extérieur d'Euskadi, le bilan est encore pire. La culture de l'"anti-terrorisme" est en train d'imprégner la société, et l'attentat contre des représentants d'une partie du peuple basque, en conflit avec les institutions d'Etat, peut très vite être présenté comme une attaque envers la "démocratie espagnole" et retourné contre Herri Batasuna lui-même ».

FRANCE

Les voiles du racisme

L'AFFAIRE des "foulards islamiques" a connu une publicité sans précédent. Tout a commencé le 18 septembre, au collège de Creil. Le directeur du collège a décidé de renvoyer à la maison trois jeunes maghrébines "coupables de port de foulard islamique" et d'atteinte à la laïcité. Ce n'est qu'une quinzaine de jours après, début octobre, que l'affaire a éclaté dans les médias. Le ton était d'abord à la tolérance, à la dénonciation de l'exclusion mais, très rapidement, les discours se sont enflammés. L'affaire de Creil devint une affaire d'Etat. La bataille a été menée au nom de la laïcité. Mais si l'on appliquait jusqu'au bout la logique d'une telle laïcité, devenue sa propre finalité, cela reviendrait à ne laisser d'autre choix à ces jeunes musulmanes que d'aller dans des écoles coraniques !

Soumises aux pressions antagonistes de leurs familles, des religieux, des médias et de l'administration, deux des adolescentes acceptèrent, dans un premier temps, de porter le foulard uniquement dans la cour et les couloirs de l'établissement, et de le laisser tomber sur leurs épaules en classe. Mais, quelques jours plus tard, dénonçant le caractère discriminatoire de cette mesure (en effet, si ce genre d'interdiction était également appliqué aux signes d'une autre

religion, cela n'aurait pas manqué de susciter de vives protestations), elles décidèrent de refuser de baisser le foulard en classe. Elles en furent aussitôt exclues.

Dès le début de l'affaire, SOS Racisme et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ont pris position contre cette laïcité hypocrite qui fermait les yeux sur les croix chrétiennes et les calottes israéliennes, ou sur les aumôneries catholiques à l'intérieur des établissements scolaires et les absences pour cause de fêtes juives, mais, poussait tout à coup des cris d'orfraie à la vue de quelques foulards. L'histoire s'est compliquée encore plus, dans la mesure où les partisans acharnés de la laïcité semblaient vouloir se venger, sur le dos des jeunes maghrébines, du sabotage de la bataille de 1984 contre le financement public des écoles confessionnelles. A l'époque, suite à d'importantes mobilisations de la droite et des chrétiens, le gouvernement socialiste avait fait marche arrière sur cette question.



Traversant tous les partis, toutes les tendances, l'affaire du foulard a même suscité de curieux retournements de position. Le ministre socialiste de l'Education nationale a d'abord prôné la tolérance et la non-exclusion des jeunes filles de l'école. Des désaccords se sont manifestés au sein du Parti socialiste (PS). Ainsi, le débat est devenu un enjeu dans le cadre de la préparation du prochain congrès du PS. Début novembre, certains responsables socialistes sont même allés jusqu'à publier avec d'autres intellectuels (Elisabeth Badinter, Régis Debray, Alain Finkelkraut, Elisabeth de Fontenay, Catherine Kintzler), un appel alarmiste : "Profs ne capitulons pas", incitant les enseignants à la "résistance" contre la position du ministre, légitimant l'exclusion au nom de la laïcité et du droit à l'émancipation des femmes musulmanes opprimées par les voiles de l'Islam. Quelques jours plus tard, plusieurs personnalités (Joëlle Brunerie Kaufmann, Harlem Désir, René Dumont, Gilles Perrault, Alain Touraine) dénonçaient cette conception de "l'intégration à la hussarde", qui ne pouvait que bénéficier aux intégristes et au Front national, rappelant que pendant que la société française s'entre-déchirait autour des foulards, des gamins étaient interdits d'école dans certaines municipalités, simplement parce qu'ils étaient de familles immigrées.

Le Parti communiste quant à lui, a dénoncé le premier appel, allant même jusqu'à condamner la position du Conseil d'Etat, stipulant qu'il n'y avait pas en soi incompatibilité entre le foulard et la laïcité, et en affirmant que cet arrêt ne pouvait que « nourrir la montée du racisme et de Le Pen ».

La Fédération nationale des enseignants (FEN) a publié un communiqué commun avec SOS Racisme, le 20 octobre, en expliquant, entre autres, que « l'école avait le devoir d'accueillir à égalité tous les jeunes sans discriminations ». Pourtant, le 7 novembre, alors que les enseignants de Creil empêchaient les adolescentes d'assister aux cours, le secrétaire général de la FEN leur apportait officiellement le soutien du syndicat !

Fin octobre, considérant que « l'exclusion est toujours la pire des solutions », Hayette Boudjema, vice-présidente de SOS Racisme, prenait l'initiative d'un appel "Le pari de l'école", qui rassemblait les signatures de responsables de l'ensemble des organisations anti-racistes et de personnalités significatives du mouvement féministe — qui s'est également très divisé sur cette affaire. Cet appel (même s'il ne faisait pas l'unanimité chez les féministes) prouvait qu'il n'y avait pas obligatoirement incompatibilité entre les droits des immigrés et les droits des femmes.

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la Quatrième internationale) a très rapidement pris position contre toute exclusion. N'ignorant nullement que l'Islam (comme toute religion) opprime les femmes, la LCR considère néanmoins qu'on ne peut pas lutter contre une oppression en réprimant la victime et que l'exclusion n'a jamais été une arme pour la libération des femmes. Elle a donc jugé plus important de réaffirmer le droit des enfants de l'immigration à avoir une scolarité normale, et qu'on ne doit donner aucun prétexte aux familles pour retener les jeunes filles de l'école. Par ailleurs, la LCR a rappelé que dans un pays impérialiste comme la France où, de surcroît, les immigrés subissent une oppression raciste quotidienne à cause de leur culture ou leur religion, on devait veiller à ce que l'explication sur le rôle réactionnaire des religions et sur les manifestations sexistes ne puissent être confondues avec une propagande raciste.

Le 27 novembre, le Conseil d'Etat, sollicité par le ministre de l'Education nationale, déclarait qu'il n'y avait pas en soi incompatibilité entre le port d'un signe religieux et la laïcité. Plus rien ne peut donc justifier qu'aujourd'hui, Fatima, ... et les autres demeurent exclues de l'école, si ce n'est un acharnement qui s'apparenterait alors au racisme.

L'ampleur qu'a pris cette affaire dans la société française n'est bien évidemment pas due au hasard. Intégristes et racistes, grands bénéficiaires de l'opération, avaient tout intérêt à l'attiser. Par ailleurs, cette affaire a coïncidé avec la montée simultanée dans plusieurs pays d'Europe occidentale et en Turquie, de la revendication de porter le foulard islamique dans les écoles et autres établissements publics. Ce qui montre qu'il y a clairement eu volonté de manipulation de la part des groupes intégristes islamiques réactionnaires.

Profitant de la division des organisations de gauche, la droite et l'extrême droite ont développé un discours prônant l'exclusion des immigrés. A cette fin, ils ont délibérément assimilé immigrés, intégristes et terroristes. La droite s'est empressée de jouer les garants de la laïcité et a profité de l'occasion pour réclamer une réforme du droit d'asile et du code de la nationalité. La conséquence de cette campagne hystérique, menée au nom de la défense des « valeurs culturelles supérieures et universelles de l'Occident », a été un vote massif pour la formation d'extrême droite Front national (FN), du leader fasciste Jean-Marie Le Pen, lors des élections législatives partielles du 4 décembre. A Dreux, la candidate du FN, qui a mené une campagne raciste, en inscrivant sur ses bulletins de vote : « Non aux tchadors à l'école, Non aux mosquées », a été élue avec 60 % des voix au second tour, tandis qu'à Marseille, une autre candidate du FN n'a perdu que de justesse au second tour, avec 47 % des voix. ■

PORTUGAL

"Vive la vie !"

VENDREDI 17 novembre, une des plus grandes salles de Lisbonne a accueilli le concert donné à la mémoire de José Carvalho, membre de la direction du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, section portugaise de la IV^e Internationale), assassiné dans la nuit du 27 au 28 octobre par une bande de skinheads devant le local du PSR, à Lisbonne (voir *Inprecor* numéro 296 et 297, des 30 octobre et 13 novembre 1989). La classe politique et l'opinion publique portugaises ont réagi très vivement à cet événement dramatique et l'un des premiers éléments de riposte proposé par le PSR a été l'organisation de ce grand concert qui a regroupé plus de 5 000 personnes, sous le mot d'ordre "Vive la vie !". Les plus grands artistes de la musique portugaise (chanteurs mais aussi acteurs et poètes) ont tenu à participer à cette manifestation, dédiant leurs œuvres au mili-



tant assassiné. Jusqu'à deux heures du matin, jazz et musique traditionnelle, rock militant et poésie se sont succédés dans une atmosphère de grande émotion. ■

HONG-KONG

Répression contre les militants pour la démocratie

DES PARTISANS du mouvement pour la démocratie en Chine ont organisé le 29 septembre dernier, un rassemblement face à l'agence Chine Nouvelle, le jour de la réception organisée pour la Fête nationale chinoise.

La police a empêché les manifestants d'avancer. Quatre étudiants qui distribuaient des photographies du massacre du 4 juin ont été arrêtés. Après s'être affrontée à un autre groupe de manifestants, la police en a arrêté trois, qui ont été battus même après qu'on leur ait passé les menottes.

Ensuite, la police, munie des mandats, s'est rendue dans les locaux de deux chaînes de télévision pour récupérer les images tournées pendant les événements. A la suite de cela, sept personnes ont été arrêtées sous le chef d'inculpation d'« assemblée illégale », et avec d'autres charges. L'audience a débuté le 4 décembre. S'ils sont reconnus coupables, ils risquent d'être condamnés à de lourdes peines de prison.

Le droit élémentaire de manifester de tous les citoyens de Hong-Kong est menacé. Plus grave encore, la police a ouvertement utilisé la violence pour dissoudre une manifestation et a causé un dommage irréparable à l'œil gauche de l'un des manifestants. Le régime colonial a aussi attaqué la liberté de la presse et a voulu menacer les citoyens qui participeront à des manifestations dans le futur. Il est également clair que des considérations politiques ont interféré avec l'"impartialité judiciaire", et les droits démocratiques des citoyens de Hong-Kong. Le mouvement de solidarité avec le mouvement démocratique en Chine a été sacrifié aux intérêts politiques du régime colonial de Hong-Kong et du régime chinois.

Un appel international a été lancé pour demander que les Droits de l'homme soient respectés à Hong-Kong, et pour soutenir la solidarité avec le mouvement démocratique en Chine.

Vous pouvez envoyer des lettres de protestation contre les agissements de la police et les arrestations abusives à Hong-Kong à David Wilson, Gouverneur de Hong-Kong, Maison du gouverneur, Hong Kong. Un double de cette lettre peut être envoyé à *October Review*, GPO Box 10144, Hong-Kong. ■

Il faut chasser Cristiani !

ALORS QUE la situation au Salvador reste très tendue (l'état de siège a été prorogé pour trente jours lors d'un vote unanime de l'Assemblée nationale), le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) a réitéré sa demande de cessez-le-feu immédiat sous le contrôle des organismes internationaux. Cette proposition, présentée lors du sommet des cinq présidents centraméricains au Costa Rica, les 11 et 12 décembre, incluait la revendication de « garanties du respect des droits de l'homme » telles la levée de l'état de siège, la libération des prisonniers politiques et la destitution immédiate du colonel Ponce, chef de l'état-major, des trois dirigeants de l'armée de l'air et des responsables du meurtre des jésuites de l'université centraméricaine. Le président salvadorien, Cristiani, a rejeté cette offre .

Alfonso MORO



TOUT INDIQUE que la fin de l'année sera marquée par une aggravation de la guerre au Salvador, et peut-être par la généralisation du conflit à toute l'Amérique centrale.

Dans les faits, contrairement aux informations diffusées par la majorité des journaux, l'offensive lancée par le FMLN le 11 novembre n'est pas terminée ; en réalité, les révolutionnaires salvadoriens emploient diverses possibilités politico-militaires pour obliger le gouvernement des escadrons de la mort à accepter une issue qui aille dans le sens des intérêts historiques du peuple salvadorien. Pour leur part, Cristiani, les militaires regroupés autour de la *tandona* (Voir *Inprecor* numéro 298, du 27 novembre), et le gouvernement Bush lui-même, plutôt que de reconnaître leur faiblesse politique et l'échec de leurs plans pour isoler le FMLN de la population, ont décidé de miser sur la défaite militaire du FMLN. Ils essayent également d'étendre le conflit à l'ensemble de l'Amérique centrale, en accusant tout particulièrement Cuba et le Nicaragua de s'immiscer dans les affaires intérieures du Salvador et d'apporter une aide militaire aux révolutionnaires du FMLN.

Les événements de l'hôtel Sheraton (pris par les forces du FMLN, le 21 novembre dernier) ont permis

de démontrer jusqu'où allait le cynisme de Cristiani et de Bush. La présence dans cet hôtel de douze Béréts verts nord-américains en possession d'armes puissantes n'a, jusqu'à présent, été éclaircie ni par le gouvernement salvadorien ni par celui des Etats-Unis. La version de l'ambassadeur des Etats-Unis, William Walker, selon laquelle ils étaient là en tant que membres d'une unité d'"entraînement", met de plus en plus en évidence la présence de conseillers militaires nord-américains ; ces derniers ont même participé directement aux bombardements nocturnes de San Salvador.

Nous devons nous inquiéter du fait que le gouvernement Bush est en train de propager une rumeur selon laquelle le FMLN chercherait à attaquer des citoyens des Etats-Unis, situation qui permettrait l'intervention militaire directe de l'impérialisme yankee. Il ne faut pas oublier qu'en diverses occasions le Com-



Farabundo Marti

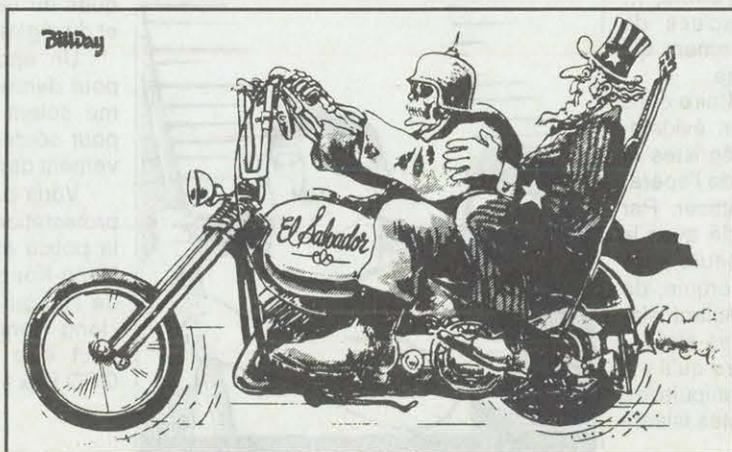
mandement général du FMLN a affirmé publiquement qu'il n'attaquerait ni personnel ni installations nord-américaines (comme cela a été démontré à l'hôtel Sheraton) ; il faut donc dénoncer tous ces prétextes pour une intervention impérialiste.

Chaque jour plus faible, le gouvernement Cristiani a recours à la terreur généralisée envers la population, à travers les assassinats politiques et les bombardements qui se sont succédés pendant dix jours dans les quartiers pauvres de la capitale. Parallèlement à cela, il a aussi approuvé, avec l'appui de son parti, l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, extrême droite), 28 réformes du Code pénal, en même temps qu'il élargissait la liste des délits de la "loi anti-terroriste". Sur cette base, l'âge minimum pour poursuivre quelqu'un est passé de 16 à 14 ans ; la période de détention préventive pour interrogatoire est passée de 72 heures à quinze jours. Des articles du plus pur style fasciste ont été ajoutés dans le Code pénal, comme celui sur "l'apologie du terrorisme" ou sur les "suspects de terrorisme". Ce processus d'institutionnalisation de la terreur est si grossier que, le jour du vote de ces réformes, même les groupes parlementaires du Parti démocrate chrétien (PDC) et du Parti de conciliation nationale (PCN) se sont retirés de l'assemblée législative en signe de protestation contre le projet de loi.

Offensive ininterrompue

C'est dans ce contexte que la situation politique à l'intérieur du pays est devenue irréversible. Le refus réitéré par Cristiani de la négociation d'un accord sur le terrain politique a déplacé l'issue possible du conflit sur le terrain militaire. Or, en ce domaine, il a été prouvé que les révolutionnaires salvadoriens sont assez forts pour imposer leurs conditions. En effet, le FMLN a repris son offensive les 28 et 29 novembre à Soyapango, Ayuxtepeque, Mejicanos, San Miguel, etc., tandis qu'il enlevait des positions dans les quartiers riches de la capitale qu'évidemment le gouvernement hésite à bombarder.

Avec le développement de nouveaux combats à l'ouest, au nord et à l'est de San Salvador, le FMLN a réussi à tracer ce qu'il appelle le *Cercle de la liberté* autour de la moitié de San Salvador. Le nom donné à cette nouvelle opération n'est en rien anodin, surtout si l'on considère que, lors de toutes leurs opérations pré-



cédentes, les membres du FMLN utilisaient les noms de camarades tombés au combat ou assassinés par les escadrons de la mort. Le champ d'action de Cristiani et du Haut-commandement des Forces armées se réduit de plus en plus.

Du point de vue extérieur, la situation a tendance à se compliquer. Après la chute d'un petit avion qui transportait des armes pour le FMLN, le gouvernement Cristiani a cherché à provoquer un scandale international, en accusant Cuba et le Nicaragua d'avoir pris part à cet envoi de matériel. En outre, la rupture unilatérale des relations avec le gouvernement de Managua a pour but évident de créer de nouvelles pressions sur un Nicaragua déjà assiégé, que cela soit par le sabotage de la réunion des présidents centraméricains qui devait se tenir à Managua début décembre, pour chercher un accord politique global aux conflits de la zone ou à travers l'augmentation de l'aide militaire nord-américaine à l'armée salvadorienne.

Coup monté ?

Comme l'a signalé le Commandement du FMLN, par cette action, Cristiani cherche à tisser un rideau de fumée devant le massacre de la population mené par l'armée salvadorienne. Il est notoire que c'est l'armée salvadorienne elle-même qui a été la première à intensifier la guerre en lançant des attaques aveugles, tant terrestres qu'aériennes, contre la population. De plus, il est ridicule que Cristiani se plaigne de l'usage d'armement anti-aérien, juste au moment où les récents bombardements des Forces armées viennent de causer plus de 3 000 victimes parmi la population, en moins de deux semaines.

En conséquence, il est absolument légitime que le FMLN acquière de l'armement là où il peut et par tous les moyens possibles, a fortiori si cela lui donne la possibilité de défendre la population civile face à de nouveaux massacres. Indépendamment de cela, il existe des doutes croissants sur la version de cette affaire d'avion donnée par le gouvernement salvadorien, vu que l'un des membres de l'équipage nicaraguayen, prétendument décédé dans l'accident, s'est présenté vivant à une conférence de presse à Managua, en démentant clairement l'explication des faits diffusée par les plumentifs de Cristiani.

L'affaire de l'avion prendrait une dimension très importante si les informations parues dans le *Monde* (30 novembre et 1er décembre 1989) étaient confirmées : à la suite de cet événement, une délégation soviétique se serait réunie à Managua avec des fonctionnaires cubains et nicaraguayens pour exiger l'arrêt de l'appui de ces pays à la révolution salvadorienne, quelques jours avant le sommet Bush-Gorbatchev, à Malte. Nul n'a le droit de limiter l'appui au processus révolutionnaire salvadorien, et encore moins d'essayer de transformer les pays de la zone en pièces d'échec à

Barbarie

LES FORCES ARMEES salvadoriennes ont riposté à l'offensive lancée, le 11 novembre dernier, par le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) par des bombardements aériens et des pilonnages des quartiers populaires de la capitale (entre le 11 et le 21 novembre, on a compté 182 attaques aériennes et d'artillerie ; des gaz toxiques ont également été utilisés). Résultat de cette violence aveugle : 11 000 maisons détruites, environ 60 000 sans abris, plus de 1 500 morts et au moins 2 000 blessés. Les pertes économiques sont évaluées à 55 millions de dollars.

Les militants du mouvement de masse (syndicats, organisations des Droits de l'homme, etc.) sont activement pourchassés par l'armée et de nombreux dirigeants politiques et syndicaux qui n'ont pas réussi à quitter le pays ont été arrêtés (au moins 100 selon la Croix rouge) et parfois exécutés sommairement. Le 24 novembre, les locaux des principales organisations ont été fouillés et saccagés par l'armée. L'on craint, à court terme, une décapitation du mouvement de masse, semblable à ce qui s'était passé en 1980 (voir *Inprecor* numéro 298, du 27 novembre 1989). En outre, depuis le début de l'offensive, près de 2 000 Salvadoriens fuient chaque jour le pays.

La brutalité dont fait preuve l'armée apparaît clairement dans ce tract, distribué par les Forces aériennes à San Salvador :

« Patriote salvadorien,

Tu as le droit entier et légitime de défendre ta vie et ta propriété et, si pour cela tu dois tuer des terroristes du FMLN ou ses alliés internationalistes, fais-le. Ce sera alors la victoire réelle de l'unique et vrai peuple qui doit vivre dans notre PATRIE. N'aie pas peur quand les chiens de Radio Venceremos aboient, les menaces et les crimes commis contre le peuple contribuent à l'auto-destruction du FMLN.

Détruisons-les ! Finissons-en avec eux !

Avec Dieu, avec la raison et la force, nous vaincrons. »

répartir entre deux joueurs. Pour ces raisons, malgré l'ambiguïté des versions journalistiques parues à ce jour, il faudrait s'opposer à la proposition de Gorbatchev, qui aurait déclaré, lors de la conférence de presse à l'issue de la rencontre de Malte, qu'une «paix régionale qui n'aille pas à l'encontre des intérêts des Etats-Unis » était possible (*El Pais*, 4 décembre).

Danger d'extension

Dans tous les cas, ce qu'il faut trouver c'est un chemin vers la paix qui ne soit pas néfaste au peuple salvadorien. C'est la priorité, le reste viendra ensuite. Cette position devient plus claire si l'on s'interroge sur ce que vont faire Cristiani et Bush, maintenant qu'un groupe de «jeunes officiers» a dénoncé publiquement les assassins des jésuites de l'Université centraméricaine. Peut-être que Bush maintiendra son appui à Cristiani et à la *tandona*, alors que le colonel Hector Heriberto Hernandez, directeur de la police intérieure et membre du Haut-commandement des Forces armées est responsable du crime, ainsi que le capitaine Alfonso Chavon, qui dirigeait l'escadron de la mort qui les a assassinés. Dans ces conditions, parler du «respect des intérêts nord-américains» revient à signer un chèque en blanc à l'armée pour qu'elle continue à massacrer le peuple salvadorien.

Au Honduras, Rafael Callejas, candidat à la présidence pour le Parti national (PN, droite), a triomphé et a immédiatement affirmé son alignement sur une « alliance indestructible avec les Etats-

Unis ». En revanche, récemment, le président du Guatemala, Vinicio Cerezo, a accusé d'Aubuisson (dirigeant historique d'ARENA, reconnu comme le commanditaire de l'assassinat de Monseigneur Romero en 1980) d'armer et d'équiper l'extrême droite guatémaltèque. L'aide militaire des Etats-Unis à l'armée salvadorienne pourrait encore être augmentée, jusqu'à 1,4 million de dollars par jour (*Newsweek*, 4 décembre 1989). Cet ensemble de faits tend à conduire toute l'Amérique centrale vers une situation d'explosion généralisée à court terme.

Face à cette perspective, il est nécessaire de redoubler les efforts pour éviter que cette région ne connaisse un bain de sang. Cela ne sera possible que si Cristiani abandonne le pouvoir, si les Etats-Unis cessent leur appui matériel et économique au Haut-commandement des Forces armées salvadoriennes, si tous les conseillers militaires yankees quittent le Salvador, et si l'on permet aux Salvadoriens de décider de leur propre destin. Prolonger la souffrance du peuple salvadorien et laisser impunis les assassinats politiques commis par le gouvernement des escadrons de la mort constituerait un crime contre l'humanité. Seule la proposition du FMLN, d'entamer immédiatement des négociations pour achever la guerre, auxquelles participeraient toutes les forces sociales et politiques du Salvador, pourrait permettre une sortie viable de la crise salvadorienne et diminuer les dangers de généralisation du conflit à toute l'Amérique centrale. ■

11 décembre 1989

Gauche syndicale contre nouveau réalisme

LE MOUVEMENT socialiste a été formé, il y a trois ans, par la gauche radicale du Labour Party (LP, Parti travailliste britannique) et des syndicats, en réaction contre la dérive constante vers la droite et l'avancée du prétendu "nouveau réalisme" (1). Le Mouvement socialiste a adopté une double approche, travaillant en même temps à l'intérieur et à l'extérieur du Parti travailliste. Dans cet article, Alan Thornett rend compte d'une conférence importante, organisée les 11 et 12 novembre derniers, à Sheffield, par le Mouvement socialiste dans le but de renforcer la gauche syndicale, avec la participation de 550 syndicalistes dont la grande majorité n'a pas d'affiliation politique.

Alan THORNETT



CETTE CONFERENCE, organisée autour du thème "La voie à suivre pour la gauche dans les syndicats", a représenté une avancée significative contre la domination du nouveau réalisme de droite dans le mouvement syndical britannique.

La conférence a adopté des résolutions politiques d'ensemble, mettant l'accent sur les contradictions de la conjoncture politique actuelle en Grande-Bretagne : augmentation du niveau de la lutte des classes d'un côté, domination constante du nouveau réalisme de l'autre : « D'une part, les cinq années de déclin qui ont suivi la grève des mineurs ont maintenant laissé la place à une confiance en soi plus grande qui s'est exprimée à travers la montée sociale de cet été dans une série de secteurs industriels, avec de nombreuses grèves importantes (2).

« (...) Mais, d'autre part, les luttes récentes ont montré que nombre de caractéristiques si destructrices dans le passé sont toujours présentes. La grève des employés du métro londonien s'est achevée de manière classique avec un accord conclu par les dirigeants syndicaux dans le dos des travailleurs. La grève des cheminots aurait pu gagner bien davantage en se débarrassant complètement des anciens liens, et d'après nous, la défaite des dockers a été due, en majeure partie, à l'échec des dirigeants du Syndicat des transports à adopter une politique de défiance vis-à-vis des lois anti-syndicales des conservateurs. »

D'une part, la direction continue de glisser vers la droite (ce qui est claire-

ment exprimé par l'adoption par la conférence du Parti travailliste, avec l'appui des dirigeants syndicaux, du réactionnaire *Document sur la révision politique*) ; d'autre part, les syndicalistes de base s'orientent vers des actions militantes. Malgré cette contradiction, il n'y a pas eu, jusqu'à présent, d'initiatives des militants syndicaux de base pour prendre en main ce développement et remplir le vide laissé par la direction.

Participation de la branche syndicale du PC

C'est pourquoi la conférence a été longtemps reportée, et pourquoi le Mouvement socialiste qui s'est développé autour de l'opposition au nouveau réalisme était le mieux placé pour l'organiser. La conférence a été appuyée par environ quarante organisations du mouvement ouvrier — syndicats, ailes du Parti travailliste, conseils syndicaux et organisations politiques, dont le Parti communiste britannique, et sa branche dans l'industrie, le Comité de liaison pour la défense des syndicats (LCDTU). Quelques 160 branches syndicales et neuf conseils syndicaux ont envoyé 250 délégués. Les autres participants étaient présents à titre individuel, ou représentaient des courants du Parti travailliste, des campagnes ou des luttes.

Cela a été la plus grande rencontre de militants de base hors des structures

officielles, en Grande-Bretagne, depuis dix ans. Ce qui montre que, malgré les ravages causés par dix ans de thatcherisme, ce type d'initiative rencontre encore un réel écho et qu'il existe une volonté de s'organiser contre la droite. Beaucoup des participants représentaient une nouvelle génération de syndicalistes, apparue lors de la nouvelle vague de radicalisation militante à la base qui est apparue dans le secteur industriel depuis un an et demi. En ce moment, cette radicalisation s'exprime surtout à travers le conflit des ambulanciers (3).

Une militante lesbienne à la tribune

Le samedi, le plenum d'ouverture a été présidé par Jeremy Corbyn et Tony Benn (députés), Micky Fenn (représentant syndical élu par la base qui a été licencié des docks de Tilbury à cause de ses activités syndicales), Anne Speed (membre de la principale confédération syndicale irlandaise), Anne Henderson (membre de la Gauche large du syndicat des cheminots), Debbie Eppstein (membre de la campagne du Parti travailliste pour les droits des homosexuels et des lesbiennes ainsi que de l'Alliance des enseignants), Kim Moody (membre de Labor notes, réseau des différentes oppositions syndicales de gauche aux Etats-Unis), Ramon Corriz (travailleur chez General motors à Barcelone) et un ambulancier investi dans les actions en cours dans cette branche. Lors du plenum du dimanche, quatre autres représentants de luttes actuelles sont intervenus ainsi qu'Alan Thornett qui a présenté les résolutions politiques, au nom du comité qui avait organisé la conférence.

Au-delà de sa taille et du vaste horizon de gens représentés, cette conférence a été remarquable par la base démocratique sur laquelle elle a été organisée. Cela a représenté une cassure importante par rapport à de précédentes initiatives similaires qui étaient contrôlées de manière rigide et qui discutaient autour de courtes résolutions impossibles à amender puisqu'elles n'avaient pas été préalablement débattues.

Durant les trente dernières années, toutes les initiatives précédentes qui ont eu lieu en Grande-Bretagne ont été contrôlées de cette manière. La plus vieille, créée à l'initiative du Parti communiste, en 1965, n'a jamais acquis de réelle indépendance par rapport à la bureaucratie syndicale de gauche, et s'est considérablement réduite. Le Comité d'organisation large de gauche (BLOC) a toujours été dominé par la tendance

1) Abandon des principes du socialisme et adaptation aux réalités économiques du marché, prôné par les dirigeants du Parti travailliste, autour de Neil Kinnock. Cette théorie s'est surtout concrétisée après l'échec de la grève des mineurs en 1985.

2) L'été 1989 a été marqué par de très importantes grèves en Grande-Bretagne, surtout autour des questions d'augmentations salariales, l'inflation atteignant 8,3 % de rythme annuel. Les employés du métro de Londres ont fait plus de quinze grèves de 24 heures en juin/juillet/août et ont finalement mis fin à leur mouvement le 12 août. Les dockers de 61 ports ont mené une grève générale du 3 juillet au 7

août contre le projet d'annulation de leur "pacte sur l'emploi". Les cheminots ont mis fin, le 27 juillet, à une série de grèves de 24 h débutée en juin.

3) Débutée en septembre comme une grève du zèle (refus de faire des heures supplémentaires et de travailler durant les jours de congé), la grève des 22 500 ambulanciers pour une augmentation salariale est devenue un enjeu national. Aujourd'hui, les ambulanciers n'assurent plus que les urgences. Comme durant la grève des mineurs de 1984/1985, des millions de livres sterling ont été collectés auprès de la population pour apporter un soutien financier aux grévistes et à ceux qui ont été licenciés pour fait de grève.

Militant (4) et n'a jamais réussi à avoir une réelle implantation. Il a cessé d'avoir un fonctionnement national. Les diverses initiatives de base du Parti socialiste des travailleurs (SWP) britannique ont été abandonnées depuis longtemps, quand le SWP a adopté sa théorie du "tournant" et a renoncé à défier la bureaucratie dans les syndicats.

Cette conférence a discuté de documents de politique d'ensemble qui avaient circulé à l'avance et ont été ouverts aux amendements après des discussions dans les trente-six commissions qui se sont tenues durant le week-end.

Les thèmes centraux de la conférence étaient : bâtir la lutte contre le nouveau réalisme ; faire face aux lois anti-syndicales ; appuyer les travailleurs en lutte ; démocratiser les syndicats. Telles étaient les lignes de partage que la conférence a cherché, avec un certain succès, à dessiner dans le mouvement syndical. Lignes de partage entre les partisans d'une attitude "lutte de classe" dans les syndicats et ceux qui cherchaient à collaborer avec les employeurs et le gouvernement.

Du plus traditionnel au plus novateur

Les résolutions politiques ont englobé tous les thèmes syndicaux traditionnels : les offensives des employeurs ; la santé et la sécurité ; les nouvelles technologies ; les changements de nature de la force de travail ; les privatisations ; la défense du service national de santé ; la lutte pour des salaires plus élevés et la défense des conditions de travail. Les textes ont été particulièrement clairs sur les lois anti-syndicales — le problème clé auquel les syndicats sont confrontés, aujourd'hui, en Grande-Bretagne et l'une des principales lignes de rupture.

« Les socialistes doivent établir la défiance et ne pas se conformer à la politique du mouvement (...) parce que les syndicats continueront à perdre leurs procès tant qu'ils obéiront à ces lois. On ne peut pas prétendre, de manière crédible, qu'un mouvement syndical de neuf millions de membres affiliés au Congrès des syndicats (TUC) n'a pas d'autre alternative que de se plier aux lois des conservateurs. Chaque fois que l'on accepte ces lois, de nouvelles sont instaurées — une nouvelle législation va être introduite dans les prochaines années pour combattre les grèves non officielles et abolir la syndicalisation obligatoire. »

Et la conférence a établi clairement qu'un futur gouvernement travailliste devrait retirer ces lois : « Nous ne pouvons accepter la criminalisation constante des activités syndicales. Nous devons mener campagne pour le rejet total de toute la législation anti-syndicale adoptée par les conservateurs depuis 1980, et pour la restauration de l'immunité des syndicats. »

Mais les résolutions sont allées au-delà de ces problèmes classiques. Pour



la première fois en Grande-Bretagne, une conférence de cette sorte a essayé de mettre centralement à l'ordre du jour la question des femmes, des Noirs, des homosexuels et des lesbiennes dans les syndicats. Pour la première fois dans une telle conférence, lors du plenum d'ouverture, une oratrice lesbienne était à la tribune. Les résolutions politiques comportent des passages sur l'écologie et les syndicats, l'impôt par tête et les syndicats (5), et des discussions sur des questions internationales, par exemple sur les liens internationaux et sur les effets sur les syndicats britanniques de 1992 et du Marché unique européen.

Quelle attitude vis-à-vis de l'Europe ?

Dans la commission sur le Marché unique européen un débat s'est développé entre ceux qui appuient la résolution politique qui voit 1992 comme une réorganisation du capital à une échelle européenne au détriment de la classe ouvrière européenne tout entière, et ceux qui essaient d'amender cette déclaration avec l'argument suivant : « La concentration et la socialisation du capital symbolisées par le marché représentent une avancée vers l'organisation de la production en créant de nouvelles structures et des liens à travers les frontières nationales qui ne peuvent être, en dernière analyse, que bénéfiques pour les travailleurs qui partagent les mêmes intérêts de classe. »

Cette phrase clé de l'amendement n'a pas été votée. Un troisième axe au débat — l'appui à la souveraineté nationale — n'a été soutenu que par peu de gens. Une discussion sur la construction de liens internationaux, la résistance aux effets du grand marché et la lutte pour une Europe des travailleurs, à l'Est comme à l'Ouest, a également eu lieu.

Bien que le Parti communiste britannique ait appuyé la conférence et y ait tenu un stand, ses membres n'ont pas

effectué d'interventions politiques sérieuses et n'ont proposé aucun amendement aux résolutions politiques — qui sont bien plus à gauche que la ligne qu'ils appuient dans les syndicats. Même chose en ce qui concerne les principales organisations d'extrême gauche présentes. Militant ne soutient pas le Mouvement socialiste et était complètement absent ; tandis que le SWP, qui appuie le Mouvement socialiste, n'était représenté qu'en petit nombre (probablement parce qu'il tenait au même moment une conférence nationale). L'organisation d'extrême gauche la plus représentée était Labour Briefing (6).

La conférence a pris certaines initiatives pratiques importantes dans le but de renforcer le travail du Mouvement socialiste dans les syndicats. Un nouveau comité directeur a été élu à partir des réunions régionales de délégués et des regroupements de membres de syndicats individuels. Ce comité a été chargé d'appliquer les décisions de la conférence et d'organiser le travail syndical du Mouvement socialiste, ainsi que la solidarité avec ceux qui sont en lutte.

Diverses autres décisions pratiques de la conférence vont être aussi appliquées, comme les regroupements de membres de plusieurs des syndicats représentés, une conférence sur l'impôt par tête et la probable organisation d'une conférence de la gauche syndicale européenne. Le Mouvement socialiste a prévu de publier les résolutions politiques presque immédiatement, sous forme de brochures à diffuser dans les syndicats. ■

Oxford, décembre 1989

4) Tendance d'extrême gauche marxiste du Parti travailliste, se réclamant du trotskysme, regroupée autour du journal *The Militant*.

5) Le gouvernement britannique est en train de remplacer la taxe d'habitation, proportionnelle à la taille de la demeure, par un impôt par tête équivalent pour tous.

6) Labour Briefing est un courant d'extrême gauche du Parti travailliste.

Les sueurs froides d'Aquino

LA PRECEDENTE tentative de coup d'Etat remonte à août 1987. Un équilibre précaire avait alors été négocié entre l'administration civile et les militaires (voir *Inprecor* numéro 249 du 21 septembre 1987). Il a duré vingt-sept mois mais n'a pas résisté à l'érosion de la popularité d'Aquino et à l'approche des échéances électorales de 1992. La décision prise par la présidente de constituer une puissante force de police indépendante de l'armée a probablement précipité la crise. Mais c'est avant tout la nature même du régime qui est en cause.

Officiers rebelles

Les officiers rebelles, longtemps silencieux, ont fini par faire connaître leurs exigences : la démission d'Aquino et du gouvernement, la constitution d'une junte militaire, incluant quelques hommes politiques et experts civils. Par delà les luttes de fractions — intenses — au sein de l'état-major et des divergences sur les rythmes et les moyens, une portion grandissante des forces armées semble aspirer à la conquête directe du pouvoir.

Plusieurs milliers de soldats et d'officiers ont participé activement à la dernière tentative de coup d'Etat, dont des corps d'élite comme les *marines*, très bien armés de chars légers, de mortiers et de mitrailleuses lourdes. Les mutins ont tenu plus d'une semaine des positions au cœur du quartier d'affaires de Makati, dans la capitale, et la base aérienne de Mactan, dans le centre de l'archipel. Selon la presse, ils bénéficiaient « d'un large soutien de la part des diverses unités militaires dans le pays » (1). A Cebu, une île du centre de l'archipel, et dans la province de Cagayan, au nord du pays, ce soutien s'est exprimé très ouvertement.

Le temps n'est plus aux putsch "pressions" ou "coup de semonces", comme celui de juillet 1986. Il s'agit aujourd'hui « d'un véritable soulèvement d'une partie de l'armée » (2). Il semble acquis que les troupes rebelles auraient été victorieuses sans l'intervention des forces nord-américaines : des avions chasseurs ont assuré une couverture aérienne pour aider le régime, le vendredi 1er décembre, alors que l'aviation gouvernementale était paralysée et le palais

LE COUP D'ETAT engagé fin novembre, aux Philippines, contre le régime Aquino a été défait. Mais il aura été le plus sérieux des six tentatives de putsch que le pays a connues depuis la chute de la dictature Marcos, en février 1986. Le gouvernement n'a dû son salut, semble-t-il, qu'à l'intervention ouverte des forces américaines. Les conséquences des derniers événements seront graves et durables. L'instabilité mine l'autorité de la présidente alors qu'un nouveau traité sur la présence des bases nord-américaines doit être signé en 1991 et que des élections générales sont prévues pour 1992.

Paul PETITJEAN

présidentiel attaqué. La situation était si sérieuse qu'Aquino avait même demandé à Washington de faire bombarder les positions tenues par les mutins — ce que Bush a refusé d'ordonner (3).

L'intervention des forces américaines constitue un très dangereux précédent qui peut aider Washington à justifier une ingérence croissante dans la vie politique de l'archipel. Elle place la présidente Aquino dans une position de grande faiblesse au moment où la négo-



ciation d'un nouveau traité sur la présence de bases américaines doit commencer. Les diverses organisations de la gauche populaire, aux Philippines, ont vivement dénoncé ce recours à l'intervention étrangère alors que la population n'était pas activement mobilisée pour combattre le coup d'Etat.

Les officiers factieux jouent pour leur part sur la corde populiste et nationaliste. Ils dénoncent eux aussi l'intervention américaine et l'incurie du régime, promettant une junte militaire "propre". Ils se réclament souvent du Mouvement de réforme des Forces armées des Philippines (RAM) qui a préparé, en 1985, un coup d'Etat contre Marcos et qui a participé au renversement de l'ancien régime en 1986. Depuis 1987, il s'attaque à Aquino et se fait l'écho de la dés-

affection des militaires en dénonçant la corruption gouvernementale : « Est-ce pour cela que meurent les soldats ? », demande-t-il.

La situation est très dégradée. Le journaliste Philippe Pons a noté que « certains intellectuels, dont l'engagement en faveur des valeurs démocratiques ne fait guère de doute, se disent aujourd'hui favorables à une junte si elle est capable de remédier à l'incurie actuelle » (4).

La gauche philippine n'en a pas moins violem-

ment dénoncé le putsch, rejetant sans ambiguïté toute forme de régime militaire. Une vaste coalition s'est formée, regroupée sous le sigle *Kilusan Laban sa Kudeta* (Kilos, Mouvement contre le coup d'Etat) pour lutter contre le coup d'Etat. L'organisation socialiste Bisig et les Volontaires pour la démocratie populaire en font notamment partie. Kilos a pris l'initiative, avec des secteurs de l'Eglise, d'appeler la population à manifester sur EDSA, l'artère où le soulèvement contre Marcos avait eu lieu, en 1986. Corazon Aquino a "coopté" cette initiative, en la transformant en une manifestation de soutien à sa présidence qui a rassemblé plus de 100 000 personnes.

Ni putschistes, ni répression gouvernementale

L'indépendance politique des organisations populaires s'affirme cependant clairement. Kilos s'oppose notamment à la déclaration par Aquino de l'état d'urgence. En effet, les restrictions des libertés risquent fort de se retourner contre le mouvement de masse. Les organisations clandestines comme le Front national démocratique ont elles aussi condamné la tentative de coup d'Etat ainsi que le recours à l'état d'urgence.

La présidence Aquino sort encore affaiblie de l'épreuve. Alors même que la campagne pour les élections de 1992 n'a pas encore commencé, l'instabilité s'avère plus profonde que jamais, aux Philippines, depuis la chute de Marcos. ■

10 décembre 1989

1) Keith Richburg, *International Herald Tribune*, 9-10 décembre 1989.

2) Philippe Pons, *Le Monde*, 8 décembre 1989.

3) *International Herald Tribune*, 4 décembre 1989.

4) *Le Monde*, 7 décembre 1989.